

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES

RESTRICTIONS AUX DROITS DU CITOYEN

DANS SON DOMICILE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mardi 17 mars 1908, à 2 heures 1/2

PAR

Jacques **PIERRA**

Président : M. LE POITTEVIN, professeur.

*Suffragants : { MM. CHAVEGRIN, professeur.
GARÇON, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

56, Rue Monsieur-le-Prince, 36

—
1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTE DE DROIT

DES

RESTRICTIONS AUX DROITS DU CITOYEN

DANS SON DOMICILE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mardi 17 mars 1908, à 2 heures 1/2

PAR

Jacques PIERRA

Président : M. LE POITTEVIN, professeur.

*Suffragants : { MM. CHAVEGRIN, professeur.
GARÇON, professeur.*



PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

36, Rue Monsieur-le-Prince, 36

—
1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Que faut-il entendre par le mot « domicile », lorsqu'on parle de la liberté des actes qui sont accomplis dans son intérieur ? Il ne peut s'agir de ce rapport purement juridique existant entre un lieu et la personne qui l'habite ou qui est censée l'habiter, rapport créé pour faciliter la détermination du lieu où l'individu peut être assigné devant les tribunaux exercer ses droits politiques, se marier, mais qui ne répond pas à un objet matériel.

Il faut donc en revenir au sens étymologique d'après lequel un domicile est un lieu privé qui sert à l'habitation de l'individu et de sa famille ; dans ce sens, il est synonyme de résidence ou de demeure. Peu importe le droit qu'à l'individu sur le lieu qu'il occupe, qu'il en soit propriétaire, usufruitier ou locataire ; ce qui importe, c'est le fait de l'habitation constante ou tout au moins habituelle. Font partie du domicile, d'après la jurisprudence, non seulement la maison d'habitation proprement dite, mais encore

les hangars, remises et dépendances de toutes sortes ainsi que les cours et jardins clos de murs.

Dès qu'on prononce le mot de domicile, l'on évoque presque forcément l'idée d'un sanctuaire inviolable, où la vie privée de l'individu s'écoule hors des atteintes de la loi, et dans lequel ses actions ne relèvent plus que de sa conscience. Cependant la réalité est bien différente quand on y regarde de près ; il y a bien peu d'actes de la vie privée qui échappent aux règlements et aux sanctions des lois.

Le domicile est, en effet, bien déchu de ses anciens privilèges ; à mesure que la civilisation progresse, et que l'anarchie fait place à une centralisation parfois excessive, l'autorité rétrécit de plus en plus autour de l'individu le cercle dans lequel il peut librement se mouvoir. A Rome, au début, le maître de la maison, le *pater familias* était souverain absolu chez lui ; en sa qualité de prêtre du culte familial, il ne dépendait que des dieux. Cette liberté était facilitée par ce fait que d'après la loi des douze tables, chaque maison devait être isolée de ses voisines par un chemin circulaire, et de plus entourée d'un mur ; les questions de voisinage avaient donc peu d'importance. Mais le prix des terres s'accrut, l'espace manqua, on renonça alors au principe ancien d'édification, et désormais les maisons soudées les unes aux autres furent l'objet de réglementations nombreuses.

En France, au moyen âge, le seigneur était indé-

pendant dans toute l'étendue de sa province, il en fermait les frontières à qui bon lui semblait, même au roi ; le pouvoir central s'accrut et les seigneurs ne purent plus lui résister que dans leurs châteaux et les terres qui en dépendaient, jusqu'au jour où Richelieu anéantit leur pouvoir en démantelant les châteaux forts.

Ce qui s'est passé dans le domaine politique eut lieu également dans le domaine purement privé. Que subsiste-t-il, par exemple, de ce fameux droit d'asile qui dans bien des cas laissait aux particuliers la liberté de dérober les malfaiteurs à la justice en les recueillant chez eux ? Uniquement un usage de courtoisie internationale qui rend nécessaires certaines formalités pour obtenir la remise entre les mains de la justice des coupables réfugiés dans les hôtels des ambassades.

Aussi, en songeant aux multiples atteintes que la liberté du domicile a reçues au cours des siècles, bien des gens sont tentés d'en conclure que l'individu n'a pas plus de droits dans sa maison qu'au dehors. C'est une exagération manifeste ; il faut distinguer parmi les actes accomplis dans l'intérieur d'une habitation ceux dont les conséquences ne franchissent pas les portes, et ceux au contraire qui sont susceptibles d'avoir leur répercussion au dehors.

Les premiers sont absolument libres ; les régler et les restreindre ce serait non seulement

porter atteinte à la liberté du domicile mais encore apporter des entraves au libre exercice de la liberté individuelle. Bien entendu, nous ne prétendons pas qu'un mur puisse exempter les hommes de tous leurs devoirs. Il est certaines prohibitions qui ne sont pas à proprement parler des atteintes à la liberté, et qui se comprennent aussi bien à l'intérieur qu'au dehors du domicile. Personne ne songerait à soutenir par exemple qu'un meurtre, un viol ou une séquestration peuvent être commis impunément dans le domicile. La loi morale, bien plus que la loi positive, suffit à interdire une semblable distinction.

Quant aux seconds, ils sont réglementés, car leur exercice pourrait donner lieu à des abus. L'usage du droit de l'individu est, en effet, bien souvent une source de préjudice pour autrui et pour la société. Au premier abord, il ne semble pas que l'auteur du préjudice engage en aucune façon sa responsabilité. Un vieux brocard nous affirme, en effet, qu'à user de son droit on n'est réputé léser personne : « Qui suo jure utitur, nominem lædit. » Prenons l'affirmation pour exacte ; restera la question de savoir quand l'individu se tient dans les limites absolues de son droit et quand il les dépasse, question bien délicate.

Cependant, sous couleur de se renfermer dans son droit, l'individu ne peut, semble-t-il, en forcer l'exercice, de façon à causer à son prochain ou à la société les plus graves dommages. Il a donc été né-

cessaire que le législateur limitât lui-même, ou permit à différentes autorités de limiter les droits du citoyen dans sa demeure, afin de sauvegarder l'intérêt général. Les mesures prises dans ce but par la loi ou l'administration, et que nous étudions sous le titre de restrictions à la liberté du domicile, pourraient aussi bien s'appeler restrictions à la liberté individuelle et du culte, à la liberté du travail et de la propriété. A cela rien d'étonnant : qu'est-ce qu'un domicile, une habitation, sinon une partie de la propriété, et quel est le but de la liberté du domicile sinon de protéger la liberté individuelle ainsi que celle du travail et du culte.

Nous laissons de côté dans cette étude le fameux principe de l'inviolabilité du domicile et les exceptions nombreuses qu'il comporte ; il ne nous semble pas que ce soit une lacune. Quel est, en effet, le but de l'autorité lorsqu'elle pénètre dans la maison d'un individu, sinon de surveiller l'usage qu'il fait de ses droits et la façon dont il observe la loi ? Si l'on admet que cette surveillance soit une restriction, du moins doit-on reconnaître qu'elle est inhérente aux pouvoirs de l'Etat, et que nous la subissons dans tous nos droits, car aucun d'eux n'est absolu ; cette prétendue restriction n'est donc que l'état normal.

CHAPITRE PREMIER

DE LA LIBERTÉ DES RÉUNIONS PRIVÉES

I. — Des réunions privées en général.

Les réunions privées semblent par leur nature même devoir échapper d'une manière complète aux prévisions du législateur. Le double principe de l'inviolabilité du domicile et de la liberté individuelle donne évidemment aux citoyens la faculté d'appeler sous leurs toits et d'y recevoir toutes les personnes qu'il leur plaît d'y convier.

Le but de la séance importe peu ; qu'il soit politique ou religieux, scientifique ou purement mondain, pécuniaire ou exempt de toute préoccupation d'intérêt, en toute hypothèse le fameux mur de la vie privée se dresse en présence de l'administration qui ne peut à aucun titre en opérer l'escalade. Aucune mesure préventive ne saurait être prise ; aucune surveillance ne doit être exercée ; aucune répression n'est possible.

Cette règle de bon sens a d'ailleurs été constam-

ment observée, sauf en un point des plus importants auquel il sera donné plus loin le développement qu'il comporte: les réunions privées ayant pour objet la célébration d'un culte.

Au cours du siècle dernier, le législateur a saisi toutes les occasions de protester de son respect pour la plus entière liberté des réunions intimes.

Lors de la rédaction du Code pénal en 1810 M. Berlier disait dans l'exposé des motifs: « Que le gouvernement n'interviendrait point, hors les cas qui l'intéresseraient spécialement, dans ces petites réunions que les rapports de famille, d'amitié ou de voisinage, peuvent établir, lorsqu'il ne s'y passera rien de contraire au bon ordre. »

En 1834, M. Girod, à la Chambre des Pairs, renouvelait cette déclaration en ce qui concerne les réunions de famille, d'affaires, de plaisir, et les associations évidemment utiles ou sans danger.

Sous l'Empire, M. Vuitry, ministre présidant le Conseil d'État, disait: « Quant aux réunions électorales non publiques, elles sont parfaitement libres. Il appartient à tout citoyen au moment d'une élection de réunir chez lui ou dans un local privé autre que le sien, en aussi grand nombre qu'il le veut, les électeurs pour s'entendre et se consulter avec eux sur le choix qu'ils ont à faire (Corps législatif, séance du 1^{er} avril 1865, *Moniteur* du 2 avril, p. 371).

Pendant les travaux préparatoires de la loi du

6 juin 1868 sur les réunions publiques, un orateur ayant demandé au Ministre d'État si l'article 13 qui donnait au préfet le droit d'ajourner les réunions publiques, s'appliquait aussi aux réunions privées, celui-ci répondit: « L'article 13 ne s'applique qu'aux
« réunions publiques, il ne peut à aucun degré tou-
« cher à la vie privée, aux réunions privées qui sont
« affranchies de toute intervention de l'autorité pu-
« blique supérieure. »

Dans divers arrêts postérieurs à 1868, la Cour de cassation semblait s'être ingéniée à restreindre la liberté des réunions particulières, en exigeant une foule de formalités pour conserver à la réunion son caractère privé. Aussi lors du vote de la loi du 30 juin 1881, quelques députés demandaient que l'on introduisit dans le texte, pour mettre fin à cette jurisprudence, une disposition formelle « pour bien établir que les pouvoirs législatifs considèrent l'inviolabilité du domicile et le droit de réunion privée qui en résulte comme ne pouvant être soumis à aucune règle, à aucune limitation. » (Rapport de M. Naquet, *J. off.*, 19 août 1879).

L'article 14 du projet qui contenait cette disposition fut supprimé comme inutile; il n'y a pas lieu de le regretter la liberté ne gagne rien à être l'objet de proclamations solennelles; sa sauvegarde est dans les mœurs bien plus que dans la législation (Morin, *Revue catholique des Institutions et du Droit*, 1884).

La liberté des réunions privées subit une courte éclipse au milieu du siècle dernier ; en effet, un décret rendu le 28 juillet 1848 par l'Assemblée nationale, divisait les réunions en publiques et non publiques, et soumettait ces dernières à une déclaration à l'autorité municipale lorsqu'elles n'avaient pas un but politique ; dans le cas contraire, elles ne pouvaient se former qu'avec l'assentiment de cette autorité.

Ces dispositions visaient seulement les cercles ou réunions permanentes ; d'ailleurs elles vécurent bien peu de temps. Le décret-loi du 25 mars 1852 abrogea celui du 28 juillet 1848 et les règles qu'il édicta ne concernèrent plus que les réunions publiques. Les lois du 6 juin 1868 et du 30 juin 1881 ont procédé de la même manière. Il était logique de conclure du silence gardé à l'égard des réunions privées que la plus grande liberté leur était assurée comme par le passé ; c'est ce que firent les auteurs ; quant à la jurisprudence nous avons dit plus haut que parfois elle interpréta la loi d'une façon un peu différente.

Quoi qu'il en soit, l'exposé historique qui précède montre que dans la pensée des législateurs, la liberté des réunions privées n'a pas d'autre base que le principe général de l'inviolabilité du domicile proclamé par l'article 76 de la constitution du 22 frimaire an VIII et l'article 3 de la constitution du 4 novembre 1848.

II. — Règles particulières aux réunions privées ayant un but religieux.

Depuis la Révolution, la liberté des réunions privées a subi en ce qui concerne le culte une atteinte considérable de la législation.

Jusqu'à ces dernières années, un citoyen qui rassemblait chez lui sans solliciter la permission de l'autorité un certain nombre de ses amis dans l'intention de se livrer en commun à des cérémonies religieuses, à des prières, à des chants de psaumes, etc., se rendait coupable d'un délit.

Cependant, si l'on s'en référait au droit commun, il était à l'abri des atteintes de la loi ; en effet le droit de réunion privée est compris dans le droit de domicile ; empêcher un citoyen d'en réunir d'autres chez lui, c'est certainement porter atteinte à l'inviolabilité du domicile.

Cette anomalie n'existe heureusement plus aujourd'hui dans notre pays ; mais il est des peuples chez lesquels la loi n'a pas encore fait en cette matière œuvre de logique et de justice.

Dans l'ancien droit, si on en excepte les époques où la persécution sévit contre les protestants, le culte privé était absolument libre. Mais lorsque arriva le régime nouveau, les hommes du jour, les philosophes voulurent se dégager et dégager de force tous

les Français « des liens de l'ignorance et de la superstition ».

Toute pratique religieuse, tout culte autre que celui de la déesse Raison furent donc condamnés ; prêtres catholiques et pasteurs protestants durent se cacher et exercer leur ministère en secret au péril de leur vie. C'était le moment même où la Révolution proclamait avec emphase la liberté de conscience et de culte.

Il fallut pourtant bien se rendre à l'évidence, et comme le culte officiel n'obtenait aucun succès, réorganiser sommairement les anciennes pratiques. La loi du 7 vendémiaire an IV y pourvut en établissant la liberté du culte.

Mais voici ce qu'était cette liberté : l'article 1^{er} de la loi soumettait tout rassemblement des citoyens pour l'exercice d'un culte à la surveillance des autorités ; il ne faisait aucune différence entre les réunions publiques ou privées. Or quand on songe à l'état d'esprit du législateur de cette époque qui, en faisant les réserves peu précises de « mesures de police et de sûreté publique », voulait conserver sur l'exercice du culte un pouvoir discrétionnaire, on est forcé d'en conclure que la surveillance s'appliquait aux réunions privées.

Encore cette loi ne parlait-elle pas d'autorisation à obtenir de qui que ce fût mais seulement de surveillance. Elle fut abrogée par celle du 18 germinal

an X dont une disposition, le quarante quatrième article organique, interdisait d'avoir une chapelle domestique ou un oratoire particulier sans une autorisation du gouvernement.

Enfin le Code pénal de 1810 renfermant sous la rubrique « Des associations ou réunions illicites » un article aux termes duquel : « Tout individu qui, sans la permission de l'autorité municipale, aura accordé ou consenti l'usage de sa maison ou de son appartement en tout ou en partie pour la réunion de membres d'une association même autorisée ou pour l'exercice d'un culte, sera puni d'une amende de 16 à 200 francs » (article 274).

Il est nécessaire de s'arrêter un instant sur ces dispositions importantes, et de voir quels en étaient les détails et le but.

L'article 44 qui vient d'être rapporté se trouve dans le titre I^{er} des articles organiques sous la rubrique « Du régime de l'Église catholique dans ses rapports généraux avec les droits et la police de l'État ».

Il fut complété par un décret du 22 décembre 1812 réglant les conditions dans lesquelles doit être accordée l'autorisation d'ouvrir les chapelles domestiques et oratoires particuliers. Par chapelles domestiques il faut entendre les chapelles attachées à une habitation privée pour l'usage du propriétaire et de sa famille; les oratoires particuliers ont un usage

plus général, ce sont les chapelles destinées au service religieux dans les hospices, dans les collèges etc. (décision ministérielle du 25 février 1819).

Qu'il s'agisse de l'une ou de l'autre catégorie, il faut se pourvoir de l'avis du maire, du préfet, de l'évêque et du Conseil d'État ! Pour ouvrir une simple chapelle !

Pourquoi ce luxe de précautions, ces formalités excessives ? Portalis essaie d'en donner la raison. « Le souverain, dit-il, a doublement inspection sur les oratoires particuliers et sur les chapelles domestiques. Comme protecteur, il doit empêcher que les fidèles ne soient arbitrairement distraits des offices de leurs paroisses. — Comme magistrat politique et chargé en cette qualité de veiller au maintien de la police, il a le droit d'empêcher qu'il ne se fasse sans son consentement aucun rassemblement de citoyens ou de fidèles hors des lieux publiquement et régulièrement consacrés au culte. » (Discours, rapports et travaux inédits sur le Concordat et les articles organiques, p. 268.)

Voilà donc le souverain constitué en protecteur de la religion ; c'est le rôle traditionnel des rois de France, mais comme nous sommes loin des « immortels principes », notamment de la liberté de conscience et de culte ! Pourquoi ne pas exiger de tout bon citoyen l'assistance aux offices et ériger en délit l'impiété ?

Quant à la seconde raison elle se comprend bien mieux. Bonaparte n'était certes pas suspect d'attachement au catholicisme, il était déiste. On a rapporté souvent sa fameuse conversation avec Volney : « Je ne crois pas aux religions, disait-il, l'idée de Dieu me suffit. » Une autre fois, parlant avec amertume des embarras que lui causait l'Église cherchant à recouvrer sa liberté, il s'écriait : « Je regrette qu'on ne puisse trancher le différend comme Henry VIII. »

Mais ayant fait le Concordat, il voulait qu'on le respectât. Or, il avait été fort mal accueilli : la masse des fidèles soutenue par les prêtres insermentés lui faisait opposition. Dans plusieurs provinces même un schisme avait éclaté : ses adeptes appelés « loui-sets » en Bretagne, « bleus » dans le Centre, refusaient de reconnaître les prêtres concordataires ; ils éli-saient leurs prêtres et avaient leurs réunions à part. L'esprit autoritaire du Premier Consul ne pouvait souffrir cette révolte ; c'est lui qui inspira ces mesures sévères qui pouvaient être utiles momentanément mais dont le maintien jusqu'à nos jours ne peut se justifier par aucune raison.

L'observation de la loi était assurée par une sanction administrative contenue dans l'article 8 du décret du 22 décembre 1812 qui portait que « tous les oratoires ou chapelles non autorisés seraient fermés à la diligence des procureurs près les cours et tribu-

naux et des préfets, maires et autres officiers de police ».

Cette législation n'était pas spéciale au culte catholique, bien que ce soit lui qui ait donné lieu aux décisions de beaucoup les plus nombreuses et les plus intéressantes à cause du grand nombre de ses adeptes. L'exercice des autres religions était soumis à peu de chose près aux mêmes restrictions.

Pour le culte protestant, les textes qui exigent l'autorisation du gouvernement sont les décrets du 10 brumaire an XIV (1^{er} novembre 1805) et l'ordonnance du 19 mars 1859 ; le culte israélite est régi à ce point de vue par le décret du 17 mars 1808 (article 4) et l'ordonnance du 25 mai 1844.

C'est pour le culte protestant et le culte israélite que cet état de choses offrait les inconvénients les plus considérables et cela s'explique aisément. Les catholiques, en effet, étant nombreux en France trouvent partout à leur portée les moyens de satisfaire leurs sentiments religieux. Il n'est guère de petit village même des plus reculés qui n'ait son église modeste ou grandiose. Mais il en va autrement des temples et des synagogues : ceux-ci n'existent guère que dans les villages ayant une population juive ou protestante un peu considérable. Par suite, pour les protestants et les juifs isolés, la possession de chapelles ou oratoires particuliers où ils puissent se réunir pour prier et célébrer leur culte, ne répond plus seulement comme

pour les catholiques à une question de commodité, mais au plus impérieux des besoins.

L'article 294 du Code pénal dont le texte a été rapporté plus haut interdit aux particuliers de recevoir chez eux sans autorisation les membres d'une association ou des gens qui viendraient y pratiquer leur culte.

Il était motivé par la crainte du scandale auquel aurait pu donner lieu la célébration d'un culte dans un lieu privé ? Si étrange qu'elle nous paraisse, cette raison est avouée par les auteurs du Code et de nos jours encore s'est affirmée à la Chambre par l'organe de M. Bardoux lors des discussions qui ont précédé le vote de la loi du 30 juin 1881. « Nous proposons, dit-il, d'ajouter que ces réunions (religieuses) ne devront jamais avoir lieu à huis clos. La publicité est un grand remède contre la crainte de voir les cérémonies religieuses dégénérer en réunions immorales ou purement politiques. » (*J. off.* du 11 décembre 1879, p. 10314.)

Ainsi donc le fait de se réunir à des parents, à des amis pour prier en commun peut faire courir les plus grands dangers à la morale et à l'ordre public.

Quoi qu'il en soit, il ne faut pas hésiter à condamner de la façon la plus expresse l'atteinte portée au libre exercice du culte dans le domicile particulier des citoyens.

Tout d'abord, dit M. Simon Auteroche, c'est

une atteinte portée à la liberté du domicile ; un citoyen a le droit de se livrer dans son domicile à toutes les actions qu'il veut, il peut y donner des fêtes, des spectacles sans la permission de l'autorité, et on exigerait cette permission pour qu'il pût adorer Dieu avec trois ou quatre de ses parents, de ses amis !

Ensuite, il semble difficile de croire que des individus qui se réunissent pour prier, puissent plus facilement se laisser entraîner à des scènes regrettables au point de vue de la moralité publique que des gens qui se réunissent pour prendre part à un bal ou à un concert !

Peu de temps après le Code pénal, était proclamée la Charte de 1814 dont l'article 5 disait que « chacun professe sa religion avec la même liberté et obtient pour son culte la même protection ».

Dès lors, la plupart des jurisconsultes soutinrent que le quarante-quatrième article organique de la loi du 18 germinal an X et l'article 294 du Code pénal étaient implicitement abrogés. On ne peut admettre, a-t-on dit, que la Charte, en proclamant que chacun professe sa religion avec la même liberté et obtient pour son culte la même protection, ait entendu seulement reconnaître la liberté de conscience ; car la liberté d'avoir telle ou telle opinion sur la nature de Dieu, sur la manière dont il veut être honoré n'a pas besoin d'être garantie par un texte

de loi ; la pensée est inviolable par elle-même ; on ne saurait supposer au législateur la pensée puérile de protéger ce qui est à l'abri de toute atteinte.

Le droit reconnu à chacun de professer sa religion comporte donc autre chose que la liberté de conscience ; il comporte le libre exercice du culte qu'on veut suivre, et par une conséquence nécessaire la faculté de se réunir à d'autres pour le pratiquer en commun. En effet, le plus impérieux devoir qu'inspire toute religion aux âmes dont elle s'empare est celui de se réunir entre elles pour sentir et penser ensemble ; la profession d'un culte n'est donc manifestement pas libre avec le Code pénal qui ne règle pas seulement la liberté des cultes mais qui en réalité la limite et l'opprime. (D. *Associations illicites*, p. 300.)

Mais la jurisprudence se montra moins libérale que les auteurs et l'article 294 resta en vigueur. Il se présenta dans la suite pour le législateur une occasion de se prononcer sur la question : ce fut le vote de la loi du 10 avril 1834 sur les associations. L'article 3 de cette loi est ainsi conçu : « Seront considérés comme complices et punis comme tels ceux qui auront prêté ou loué sciemment leur maison ou leur appartement pour une ou plusieurs réunions d'une association non autorisée. »

Cette disposition qui consacre une nouvelle restriction à la liberté de l'individu dans son intérieur présente un rapport sensible avec l'article 294 du

Code pénal, dont il est une extension ; il serait absurde d'avoir fait une application nouvelle d'un principe depuis longtemps supprimé. Du reste, il ressort des discussions auxquelles a donné lieu le vote de la loi nouvelle, que ses auteurs n'ont pas entendu changer les articles du Code pénal relatif aux associations.

Un décret rendu le 28 juillet 1848 établissait pour les réunions privées un régime à la fois restrictif en ce qu'il soumettait celles qui avaient un but politique à l'autorisation des pouvoirs municipaux, et libéral en ce qu'il y était dit nettement que ces dispositions ne s'appliqueraient pas aux réunions ayant pour but unique l'exercice du culte ; c'était l'abrogation implicite de l'article 294 du Code pénal. Malheureusement ce décret fut abrogé par celui du 25 mars 1852 ; la liberté des réunions privées en matière religieuse n'ayant été établie qu'implicitement, disparaissait, et l'article 274 redevenait applicable.

Vint la loi du 6 juin 1868 qui établissait en principe la liberté des réunions publiques non politiques ; elle consacrait par cela même implicitement la liberté des réunions privées religieuses ou non, car si les réunions publiques sont libres, à plus forte raison en est-il ainsi des réunions privées, l'ordre public étant moins troublé par ces dernières.

La loi du 30 juin 1881 a procédé de la même façon, elle n'a rien dit des réunions privées, reconnaissant

par là que « la faculté laissée aux citoyens d'appeler sous leurs toits et de recevoir toutes les personnes qu'ils jugent à propos d'y convier, n'est que la conséquence et l'application directe du principe de la liberté du domicile ».

Néanmoins aucun texte n'avait formellement abrogé l'article 294 du Code pénal ni le quarante-quatrième article organique de la loi du 18 germinal an X. Cela est si vrai qu'à la veille de la loi du 9 décembre 1905 un sénateur, M. de Lamarzelle, pouvait dire :

« L'exercice collectif du culte est interdit même à
« l'intérieur d'un temple, à titre privé, en dehors
« d'une autorisation gouvernementale accordée sur
« la demande de l'évêque et l'avis tant du maire que
« du préfet (Art. org. 44 et décret 22 déc. 1812). En
« cas d'infraction à la règle, la sanction était la fer-
« meture des chapelles domestiques et oratoires par
« euliers par mesure de police administrative (Cass.,
« 9 oct. 1880 et 26 janvier 1881) ; puis au cas où le
« public avait été admis à la célébration des offices,
« l'application de l'art. 294 du Code Pénal aux au-
« teurs de l'infraction. Ces dispositions sévères (qui
« pouvaient en 1802 s'expliquer par des raisons de
« temps et de circonstance) ont été remises pratique-
« ment en vigueur depuis 1880. Bien des chapelles
« privées, surtout beaucoup d'oratoires particuliers
« avaient été ouverts sans autorisation gouvernemen-
« tale, notamment dans des hospices ou des établisse-

« ments d'enseignement ; ils jouissaient d'une tolé-
« ance officielle déjà longue. Cependant ils ont été
« rigoureusement fermés. La liberté du culte privé
« collectif n'existait donc pas du tout en droit, et si
« elle avait été accordée en fait, la tendance était de-
« puis vingt-cinq ans à un retour vers une stricte
« application des textes. »

En effet, bien des gens peuvent se rappeler les tristes incidents, tels que l'affaire de Chateauvillain, qui ont marqué la fermeture de nombreuses chapelles et oratoires vers 1880, juste au moment où la liberté des réunions publiques était proclamée. Plus récemment le décret de 1812 a été remis en vigueur et les particuliers comme les congrégations, les collèges, les hospices ont vu leurs chapelles mises sous scellés.

RÉGIME NOUVEAU ÉTABLI PAR LA LOI DE SÉPARATION

Depuis la loi de séparation de l'Église et de l'État, il n'y a plus d'hésitation possible ; un texte bien formel serait indispensable dans la loi du 9 décembre 1905 pour entraver la liberté du culte privé même collectif. Ce texte, d'ailleurs, serait contraire au principe de la liberté de conscience et du libre exercice des cultes, posé par l'article 1^{er} de la loi, sous la seule restriction de ne pas porter atteinte à l'ordre public.

« Or, de texte prohibant ou réglementant le culte
« privé exercé dans les chapelles particulières, dans

« les locaux privés à l'usage des seuls invités, nous
« n'en trouvons aucun ni dans le règlement du
« 16 mars 1906, ni dans la loi du 9 décembre 1905.
« Tout au contraire, l'article 44 abroge expressément
« le décret du 22 décembre 1812 subordonnant à
« une autorisation l'ouverture des oratoires particu-
« liers et chapelles domestiques, ainsi que le décret
« du 19 mars 1859 traitant de même les chapelles et
« oratoires protestants.

« Est également abrogé par lui l'article 294 du
« Code pénal prononçant une peine d'amende con-
« tre quiconque aura sans autorisation municipale
« accordé ou consenti l'usage total ou partiel de sa
« maison ou de son appartement pour l'exercice d'un
« culte.

« A la séance du 4 avril 1905, le ministre des Cul-
« tes a souligné cette double abrogation pour en
« déduire le caractère libéral de la loi qui, en même
« temps qu'elle proclame la liberté de conscience,
« institue son corollaire nécessaire : la liberté des cul-
« tes. » (Rapport Briand sur l'article 1^{er}, *J. off.*, p. 290.)

« Peut-on dire plus clairement que des réunions
« privées pourront désormais avoir lieu librement
« dans des locaux particuliers puisqu'il n'y a plus
« de peine édictée contre ceux qui les organiseraient,
« et que la fermeture d'un tel lieu de culte par voie
« administrative, seule sanction du décret de 1812
« jusqu'ici, ne saurait plus sans arbitraire être appli-

« cable, le texte qui lui servait de fondement ayant
« disparu. » (De Lamarzelle et Taudière, *Commentaire
théorique et pratique de la loi du 9 décembre 1905*,
p. 349.)

D'ailleurs cette assertion est corroborée par les
déclarations faites à la tribune de la Chambre par
les auteurs de la loi eux-mêmes ; celle-ci par exem-
ple : « Inutile de dire que le chrétien qui prie dans
« sa chambre et à l'église, le prêtre qui dit sa messe
« sur un autel privé, les réunions familiales ou inti-
« mes pour la célébration d'un culte à domicile ou
« dans une chapelle privée, ne seront pas passibles des
« pénalités légales. » (Rapport Briand sur l'art. 25,
J. off., p. 298.)

De même, dans la séance du 15 juin 1905, répon-
dant à une interpellation de M. Vazeille, le rappor-
teur dit encore : « S'il convient à deux ou trois
personnes de s'associer pour pratiquer un culte quel-
conque elles en ont le droit. » (*J. off.*, du 16 juin,
p. 2245.)

Enfin, le ministre des Cultes dans la séance du
20 juin fit cette déclaration : « Le titre IV du projet
« en discussion se propose uniquement de réglemen-
« ter les associations qui se proposent l'exercice
« public du culte et nous n'acceptons pas que l'on
« crée deux catégories d'associations. S'il se trouve
« en France des personnes désireuses de créer une
« religion nouvelle, elles pourront former une asso-

« ciation de personnes et pratiquer leur culte en réunions privées; mais dès lors qu'elles ouvriront un lieu de culte au public, il leur faudra de toute nécessité former une association déclarée selon les prescriptions de la loi ».

Les réunions privées en matière de culte sont donc aujourd'hui parfaitement licites ; que faut-il qualifier réunions privées ? Il faut faire rentrer dans cette catégorie l'autel privé pour les prêtres, le culte célébré dans les chapelles familiales.

Faut-il, au contraire, dit M. Bron, dans son étude sur les associations cultuelles, entendre par réunions privées celles qui seraient tenues dans les granges, où on viendrait sur invitation individuelle ? Ne masquent-elles pas sous l'apparence d'une réunion purement privée une vraie réunion publique ? Les parquets ne manqueraient pas à cet égard de se servir de la jurisprudence de la Cour de cassation et de poursuivre les organisateurs de ces réunions prétendues privées conformément à l'article 29.

Cette opinion doit être considérée comme personnelle à son auteur, elle ne repose sur aucun texte, et jusqu'à ce jour sur aucune solution de jurisprudence. La vérité est que la loi de 1905 est pour les réunions un retour au droit commun ; par conséquent ces réunions tout en devenant libres restent soumises aux conditions exigées par la jurisprudence et

à défaut desquelles elles dégénèrent en réunions publiques.

Si étrange que cela paraisse, il est encore des peuples chez lesquelles la liberté des réunions privées en matière de culte n'est pas reconnue. Ainsi, en Angleterre, les dissidents ne peuvent célébrer leur culte que publiquement, la loi prohibant les pratiques à huis clos (Bathie, *Traité de droit public et administratif*, t. II, p. 333). Au Mexique l'article 12 de la loi organique du 14 décembre 1874 sur les réformes constitutionnelles, porte : « Toutes les réunions qui auront lieu dans les temples seront publiques et soumises à la surveillance de la police, et l'autorité pourra y exercer les fonctions de son emploi si les circonstances le demandent. »

III. — Des caractères distinctifs de la réunion privée Pénalités.

Les restrictions à la liberté du domicile en matière de réunion privée ne consistent pas seulement en ce que celles qui ont un but religieux ont été pendant longtemps soumises à un régime spécial. En outre, toutes les réunions quel qu'en soit le but doivent, encore aujourd'hui, être accompagnées de certaines formalités parfois assez gênantes, et sans lesquelles bien qu'ayant lieu dans un domicile particulier elles

seraient assimilées aux réunions publiques et traitées comme telles.

Quels sont les éléments qui constituent la réunion privée, quels en sont les caractères distinctifs ? La solution de cette question est abandonnée à l'appréciation des tribunaux ; c'est à eux qu'il appartient de faire la distinction entre les réunions vraiment privées et les réunions publiques déguisées.

En résumant les décisions de la jurisprudence touchant le caractère privé des réunions, on peut établir ce principe que la réunion est privée si elle a lieu sur invitations personnelles et individuelles et si l'entrée du local n'est accessible à aucune personne non munie de convocation. En d'autres termes une réunion est privée lorsqu'elle a lieu : 1° au domicile d'un citoyen ; 2° qu'on y est admis par suite d'une invitation spéciale.

Pour ce qui est du local certains arrêts semblent exiger pour que la réunion soit privée, qu'elle ait lieu dans le domicile particulier de celui qui l'organise. Mais cette condition n'est pas substantielle et la plupart des cours et tribunaux prennent le terme de domicile dans un sens large. Ce qui les a amenés à décider ainsi, c'est l'usage qui s'est établi depuis longtemps de louer une salle pour des fêtes de famille même des plus intimes, comme un mariage, ou encore pour faire entendre à des invités une conférence, un discours.

Mais la destination habituelle du lieu ne suffit pas à conférer le caractère privé à une réunion. Celle-ci pourrait avoir le caractère de réunion publique même si elle se tenait dans un domicile privé (Ameline, *Revue pratique*, t. XXV, p. 368). Ainsi il a été jugé qu'est publique, bien qu'elle ait eu lieu dans le domicile privé d'un citoyen, la réunion pour laquelle les invitations ont été distribuées soit à domicile mais sans adresses, soit sur la voie publique, soit à la porte de l'habitation du prévenu où chacun pouvait s'en procurer (Cass., 9 janvier 1869 ; S. 69.1.281 ; D. 69.1.113).

Le domicile perd encore son caractère privé, si nonobstant une convocation à l'aide de cartes il a été réellement accessible au public, par exemple si la distribution des cartes s'est faite en dehors du contrôle du propriétaire du local (Agen, 19 mars 1869 ; D. 69.2.131 ; Cass., 19 mars 1898 ; S. 98.1.543).

Cependant la cour de Rennes dans un arrêt du 16 décembre 1874, déclare que la réunion ne devient pas publique à raison de ce qu'on invite et reçoit dans son domicile soit par recommandation, soit pour toute autre cause des personnes que l'on n'a jamais vues. Par suite, est privée la réunion de huit cent électeurs au Conseil général tenue dans un magasin clos et couvert et dépendant du domicile de l'organisateur, alors que les lettres d'invitation adressées aux trois quarts des électeurs du canton, portant

leurs noms et leurs adresses, leur ont été remises à domicile, et que personne n'a été admis sans présenter sa lettre de convocation (D. 75.3.236).

Pour être en sûreté absolue, il est bon de prendre certaines précautions, par exemple de n'envoyer que des cartes revêtues de la mention : « Personne ne pourra être admis qu'en présentant cette carte qui est rigoureusement personnelle. » Cette phrase d'usage témoigne de l'intention formelle de la part des organisateurs d'exclure toute personne non invitée. De même, on fera sagement d'exercer aux portes, qui d'après beaucoup d'arrêts doivent être tenues fermées, un contrôle sérieux afin d'empêcher que personne ne s'introduise sans invitation.

Telles sont les règles posées par la jurisprudence pour que des réunions, faites dans un domicile particulier, soient privées et par conséquent absolument libres de toute ingérence administrative. La doctrine s'est toujours montrée beaucoup moins exigeante !

Odilon Barrot, dans une consultation citée par le *Journal du Palais*, déclarait que « le domicile d'un « citoyen, même lorsqu'il y a admis le public, ne « perd pas pour cela le caractère de l'habitation privée ; car s'il a convenu à un domicilié d'admettre « le public dans son habitation, il a gardé le droit « de l'en expulser ; il restera donc maître chez lui, et « ce qui s'y passe ne saurait dans aucun cas se passer « dans un lieu public. » (*J. du. Palais*. 1869, p. 676).

Dans les discussions qui ont précédé le vote de la loi de 1881, M. Naquet a déclaré que : « Il est évident qu'un citoyen a le droit de recevoir chez lui des personnes qu'il ne connaît pas et qui lui sont amenées par des personnes connues, qu'il n'a pas à se préoccuper de savoir si l'on entend du dehors ce qui se dit chez lui, et qu'il ne saurait être rendu responsable de ce fait qu'à son insu quelqu'un se serait introduit dans son domicile avec une invitation qui ne lui était pas destinée. Il est évident que ce qui caractérise la réunion privée, c'est la possibilité d'en exclure tel ou tel ou d'en empêcher l'accès à tel ou tel, tandis qu'une réunion publique est ouverte à tous, sans que l'entrée en puisse être interdite à personne (*J. off.*, août 1879, p. 8603).

Enfin M. Perrin dit dans la *Revue catholique des institutions et du droit* de 1884, 2^e semestre : « Ce se-
« rait certainement méconnaître le respect dû à la vie
« privée que la gêner dans l'accomplissement d'un
« acte essentiellement licite par les nécessités d'une
« véritable procédure. Mais en pareille matière il
« n'est pas possible de poser des règles absolues et
« d'appliquer à toute hypothèse le principe d'une
« liberté sans contrôle. »

Supposons qu'un individu en rassemblant ses invités ne remplisse pas toutes les conditions jugées nécessaires par la jurisprudence pour que la réunion conserve son caractère privé ; qu'en résultera-t-il ?

La réunion sera considérée comme publique et la loi du 30 juin 1881 lui deviendra applicable. Cette loi, en proclamant la liberté des réunions publiques, exige dans l'intérêt du bon ordre certaines formalités dont les principales sont la déclaration à l'autorité municipale et la constitution d'un bureau.

Or, par hypothèse, ces conditions n'ont pas été remplies, le particulier pourra donc être condamné d'après l'article 10 qui punit les infractions aux dispositions de la loi des peines de simple police, c'est-à-dire, d'après la jurisprudence d'une amende de 1 à 15 francs et d'un emprisonnement de un à cinq jours (Cass., 22 juillet 1882, S. 83.1.45).

Cet arrêt est suivi dans le *Répertoire* d'une note relative à la discussion qui s'était élevée sur l'interprétation des mots « peines de simple police » et qui tendait à appliquer aux inculpés la pénalité la plus douce. Le texte primitif de l'article 10, dit cette note, tel qu'il était soumis par la commission aux délibérations de la Chambre des députés, punissait les infractions à la loi d'une amende de 100 à 200 fr. et d'un emprisonnement de quinze jours à deux mois. Le texte nouveau qui a été adopté par voie d'amendement, s'est borné à substituer à ces peines celles de simple police. Il ne semble pas qu'il soit possible d'abaisser encore cette pénalité par voie d'interprétation à celle qui frappe les contraventions de police les plus légères. On le comprendrait d'autant moins

que l'article 10 constituant l'unique disposition édictée pour la répression de nombreuses infractions qui diffèrent notablement par leur nature et leur gravité, il convenait de laisser au juge une certaine latitude dans l'application de la peine.

Le tribunal de police saisi d'une contravention à cette loi peut donc se mouvoir dans les limites de l'emprisonnement et de l'amende posées par cet article et prononcer soit la prison et l'amende cumulativement, soit l'une ou l'autre des peines.

En dehors de cette sanction, l'organisateur d'un spectacle privé s'expose à des condamnations pénales et civiles, lorsqu'il ne prend pas les précautions voulues pour maintenir à la réunion son caractère intime.

En effet, toutes les réunions publiques qui ont pour but de procurer aux assistants un plaisir et de recevoir en échange leur argent, donnent lieu à la perception d'une taxe dite droit des pauvres.

De plus, le fait de faire entendre publiquement des œuvres littéraires ou artistiques sans le consentement de leurs auteurs, engendre une réparation civile, et constitue un délit puni par l'article 428 du Code pénal d'une amende de 50 à 500 francs.

CHAPITRE II

DE L'INTERVENTION DES POUVOIRS PUBLICS DANS LA VIE PRIVÉE DES CITOYENS EN MATIÈRE D'HYGIÈNE

Les pouvoirs publics peuvent-ils, doivent-ils pénétrer dans le domicile privé au nom de l'hygiène et dans l'intérêt général? L'individu devrait être libre, semble-t-il, de ménager sa santé ou au contraire de la ruiner si bon lui semble ; il ne cause en effet de tort qu'à lui-même en laissant dépérir ses forces. Mais cette situation change aussitôt que l'acte de l'homme est susceptible d'avoir une répercussion sur ceux qui l'entourent ; sa liberté cesse dès lors d'être pleine et entière, elle se trouve précisément limitée par celle de ces semblables.

L'homme, en effet, ne vit pas isolé, il fait partie d'une société déterminée ; si par suite il acquiert des droits incontestables, des devoirs correspondants lui sont imposés. Parmi ces devoirs, ne doit-on pas pla-

cer au premier rang celui qui consiste à ne pas être un danger public soit en propageant soi-même une maladie épidémique, soit en laissant se créer dans sa maison un foyer de contagion.

La solidarité humaine s'impose de façon si évidente en matière sanitaire, qu'on a rarement rencontré pareille unanimité chez les penseurs et les économistes.

Dunoyer, dans son ouvrage *La liberté du travail*, écrit : « La société ne peut permettre à personne de compromettre par son imprudence la santé ou la vie de qui que ce soit. »

M. Paul Leroy-Beaulieu, dont les théories individualistes sont pourtant bien connues, n'est pas moins catégorique : « Cette police (la police hygiénique), « écrit-il dans *L'État moderne et ses fonctions*, est, « en principe, parfaitement justifiée, car un seul « homme, par une déraisonnable obstination, peut « causer un tort général ; une pratique mauvaise, un « local défectueux peut être une source d'épidémie. « Or on ne peut triompher des résistances individuelles que par la contrainte, et l'État seul a le privilège de la contrainte. »

Cependant les protestations des économistes et des hommes d'État ne devaient aboutir que vers le milieu du XIX^e siècle. La loi du 13 avril 1850 est la première loi générale sur l'hygiène publique ; c'est elle qui a créé le principal de l'intervention de l'État dans la vie privée de l'individu. Mais elle était très

imparfaite, et voici les principaux reproches qu'on lui a adressés :

D'abord, elle avait un caractère facultatif ; les conseils municipaux avaient pleins pouvoirs pour la faire fonctionner ; elle pouvait aussi rester lettre morte si telle était leur volonté.

Elle manquait de précision. L'article 1^{er} de la loi reconnaissait comme insalubres « les logements qui se trouvent dans des conditions de nature à porter atteinte à la vie ou à la santé de leurs habitants ».

La loi de 1850, par trop respectueuse de la propriété privée, de la liberté individuelle et de l'inviolabilité du domicile, n'était applicable « qu'aux logements et dépendances insalubres mis en location ou occupés par d'autres que le propriétaire, l'usufruitier ou l'usager » ; elle consacrait ainsi ce que M. de Melun a appelé avec raison « la triste liberté du suicide ». Il est bien évident qu'il ne faut pas mettre ici en avant le droit de propriété, et s'armant de ce prétexte résister aux invitations ou aux ordres de l'administration lorsque par exemple une épidémie éclate dans votre maison ou dans votre usine ; l'intérêt de la collectivité qui est en jeu ici, ne peut être mis en balance avec les susceptibilités d'un propriétaire (Chatard, *Des mesures sanitaires prescrites par la loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique*).

Enfin la loi manquait de sanction suffisante ; elle

condamnait les propriétaires récalcitrants à des amendes, mais elle ne pouvait pas obliger à faire exécuter les travaux de salubrité présents.

Quant à la loi municipale du 5 avril 1884, elle n'a pas déterminé d'une façon bien précise les attributions des maires en matière sanitaire, et par là elle a laissé aux tribunaux une trop grande liberté d'appréciation relativement à la légalité ou à l'illégalité des mesures que ces magistrats municipaux sont à même de prendre.

Des solutions de la jurisprudence, il résulte que le maire a le droit de prendre des arrêtés pour éloigner des propriétés particulières certaines choses qui pourraient compromettre la salubrité publique.

Il a, d'une façon générale, le droit d'interdire dans les agglomérations la réunion d'un trop grand nombre d'animaux (Cass., 7 janv. 1882, D. 82.1.92), même des abeilles dans leurs ruchers (Cass., trib. corr. Dijon, 17 mars 1894, D. 94.2.320 ; Cass. 22 juin 1894, D. 95.1.190 ; Conseil d'État, 13 mars 1885, D. 86.3.115), la destruction des nids d'hirondelles (Nîmes, 20 nov. 1902, D. 04.2.127), le dépôt des ordures et des immondises dans les cours des habitations, alors même que ces cours sont absolument privées et fermées au public.

Il peut ordonner le curage des fossés et des fosses d'aisances (Conseil d'État, 23 déc. 1892, D. 94.3.18 ; Cons. préfecture de la Seine, 17 mars 1880, D. 80.3.

88), la suppression des mares, le dessèchement des caves après une inondation (arrêté du maire de Lyon du 22 janvier 1898), la désinfection des locaux après une maladie contagieuse, en un mot toutes les mesures propres à sauvegarder la salubrité publique.

Mais le plus souvent, les tribunaux se sont montrés les défenseurs intransigeants de la liberté du domicile contre les tentatives de réglementation des municipalités (Armingon, *op. cit.*, p. 199). Ainsi, à Paris, le tribunal de simple police, dans un jugement du 7 février 1885, déclarait illégal l'arrêté d'un maire ordonnant à un propriétaire d'assurer l'alimentation en eau de son immeuble, estimant qu'une semblable prescription est « une mesure de commodité et de bien-être pour les locataires bien plus qu'une question intéressant la salubrité publique. »

La Cour de cassation, dans un arrêt du 14 mai 1887, manifestait nettement son opinion dans les termes suivants : « Si les officiers municipaux ont le pouvoir de procéder par voie de règlement sur les objets de police confiés à leur autorité et à leur vigilance par les articles 94 et suivants de la loi du 5 avril 1884, c'est à la condition que les mesures par elle prises ne sortent pas de la sphère de leurs attributions, et qu'elles ne portent pas notamment atteinte soit à la liberté du commerce et de l'industrie, soit au droit de propriété des citoyens et au respect dû à leur domicile, et, enfin, que le règlement soit géné-

ral, et qu'il ne crée pas arbitrairement de situation privilégiée au profit de tels ou tels habitants de la commune. »

De plus, la Cour de cassation avait fait prévaloir un autre principe qui rendait presque illusoires les pouvoirs conférés aux maires : elle reconnaissait bien, en effet, aux maires, le droit de prescrire les mesures nécessaires pour amener la disparition des causes d'insalubrité, mais elle leur déniait celui d'indiquer les moyens qui devaient être employés pour atteindre ce but.

Ainsi, pendant une épidémie de variole, un maire avait rendu un arrêté aux termes duquel il ordonnait aux propriétaires de blanchir à la chaux les murs intérieurs de leurs maisons, alors même qu'aucun cas de variole ne s'était déclaré chez eux. La Cour de cassation décida par un arrêt du 18 juin 1887 que l'arrêté du maire était illégal et elle donnait de cette solution le motif précédemment rapporté, savoir : que le maire portait atteinte au droit du domicile en déterminant lui-même les travaux à effectuer dans un but de salubrité même en temps d'épidémie.

La crainte de voir leurs arrêtés annulés pour excès de pouvoir, comme attentant au droit de propriété, à la liberté individuelle ou à celle du domicile, faisait que les autorités municipales intervenaient peu en matière d'hygiène.

Un autre obstacle considérable résultait de ce fait

que, quelque pressant que fût le danger, le maire ne pouvait de lui-même prendre une mesure quelconque qui pût engager les finances de la commune. En cas d'opposition du Conseil municipal, il n'avait aucun moyen d'assurer les dépenses que pouvaient nécessiter les prescriptions édictées par lui. En somme, dans les cas graves comme ceux d'épidémie, l'autorité était désarmée. Une réforme radicale s'imposait; elle a été apportée par la loi du 15 février 1902.

POUVOIRS DONNÉS A L'AUTORITÉ MUNICIPALE PAR LA LOI
DU 15 FÉVRIER 1902

L'article 1^{er} de la loi nouvelle est ainsi conçu :

« Dans toute commune, le maire est tenu, afin de protéger la santé publique, de déterminer après avis du conseil municipal, et sous forme d'arrêtés municipaux portant règlement sanitaire :

1° Les précautions à prendre en exécution de l'article 97 de la loi du 5 avril 1884, pour prévenir ou faire cesser les maladies transmissibles visées à l'article 4 de la présente loi, spécialement les mesures de désinfection ou même de destruction des objets à l'usage des malades ou qui ont été souillés par eux, et généralement les objets quelconques pouvant servir de véhicules à la contagion ;

2° Les prescriptions destinées à assurer la salubrité

des maisons et de leurs dépendances, des voies privées, closes ou non à leurs extrémités, des logements loués en garni, et des autres agglomérations quelle qu'en soit la nature, notamment les prescriptions relatives à l'alimentation en eau potable ou à l'évacuation des matières usées. »

Pour faciliter le travail des municipalités, communication leur a été faite par une circulaire du ministère de l'Intérieur, en date du 30 mai 1903, de deux sortes de règlements modèles. L'un d'eux est destiné aux villes, l'autre a été plus spécialement rédigé en vue de servir aux communes rurales.

Mais ces modèles ne sont nullement obligatoires, et rien ne s'oppose à ce que les maires adaptent leurs prescriptions aux conditions, aux besoins, à la situation particulière de la commune qu'ils administrent : les besoins ne sont pas les mêmes à la campagne et à la ville, dans une région agricole et dans une contrée industrielle. « On comprend, dit M. le « D^r Cornil, un des rapporteurs de la loi, que la « sévérité réglementaire indispensable dans les gran- « des cités, dans les villes peuplées d'ouvriers, s'at- « ténue lorsqu'il est question de petites villes au-des- « sous de cinq mille habitants ou de communes « exclusivement douées à l'agriculture. »

Le règlement sanitaire urbain, de beaucoup le plus important, comprend quatre chapitres : le premier concerne la salubrité des habitations, leur aération,

l'alimentation en eau, et l'évacuation des matières usées. Le deuxième est relatif à la prophylaxie des maladies transmissibles ; il détermine les conditions de l'isolement et du transport des malades, la désinfection, et les conditions dans lesquelles elle s'effectuera. Le titre troisième, intitulé « Dispositions générales », s'occupe de l'usage des eaux potables, des lavoirs, et de l'emploi des eaux d'égout ; enfin, le dernier édicte les pénalités.

Les deux premiers chapitres, seuls, seront analysés, car ils ont un rapport étroit avec notre sujet, le premier surtout. En effet, la nécessité pour un propriétaire, en faisant construire sa maison, de se conformer aux règles de l'hygiène, ou de désertir son habitation quand elle ne satisfait plus à ces mêmes règles, en même temps qu'elle peut constituer pour lui une charge fort lourde, est une grave atteinte portée au droit de propriété et à la liberté du domicile.

I. — Prescriptions destinées à assurer la salubrité des habitations.

Quelles sont les prescriptions que pourra édicter le maire en vue de satisfaire au paragraphe 2 de l'article 1^{er} de la loi du 13 février 1902, concernant la salubrité des maisons ? La loi s'exprime en termes très généraux, l'autorité municipale aura donc à cet

égard toute la latitude désirable : elle n'aura le plus souvent qu'à reproduire les articles du règlement modèle qui est entré dans une foule de détails.

C'est à peu de chose près ce qu'a fait la ville de Lyon au règlement sanitaire de laquelle nous emprunterons plusieurs articles, car il est le plus complet qui existe jusqu'à ce jour, et aussi le mieux approprié aux besoins d'une grande ville.

L'habitation constitue un espace clos, contenant un certain nombre de causes de viciation de l'air ; il importe que cet air soit constamment remplacé par un air normal venu du dehors : de là certaines prescriptions en vue d'assurer l'éclairage et l'aération des logements.

Les constructions destinées à l'habitation comporteront des logements salubres, éclairés et aérés convenablement. Elles seront munies de moyens d'évacuation des eaux fluviales, des eaux ménagères, des matières usées, et répondront aux prescriptions du présent règlement (article 1^{er} du règlement sanitaire de la ville de Lyon).

Toute pièce pouvant servir à l'habitation soit de jour, soit de nuit, c'est-à-dire toute pièce dans laquelle le séjour peut être habituel de jour ou de nuit, aura une capacité d'au moins 25 mètres cubes. Toute pièce habitée de nuit par plusieurs personnes, aura une capacité d'au moins 15 mètres cubes par personne.

Elle sera aérée et éclairée directement sur rue ou

sur cour par une ou plusieurs baies. L'ensemble de celles-ci présentera une surface d'au moins 2 mètres carrés. Les jours de souffrance ne pourront jamais être considérés comme baies d'aération (article 2).

Le règlement interdit de façon absolue, soit de jour, soit de nuit, l'habitation dans les caves, qui sont, par leur nature, humides et malsaines, et il ne permet celle des sous-sols que pendant le jour, et encore à condition qu'ils soient éclairés de façon normale (articles 3 et 4).

On réglementera la hauteur des appartements de telle manière que les pièces du rez-de-chaussée aient au moins 2 m. 80 du plancher au plafond et celle des autres étages 2 m. 60 (art. 6).

Les escaliers seront convenablement éclairés et ventilés dans toutes leurs parties, et auront vue soit sur la rue, soit sur une cour (art. 23).

Les appareils de chauffage et les conduits de fumée seront construits de telle sorte qu'il ne s'en dégage à l'intérieur des pièces ni fumée ni aucun gaz pouvant compromettre la santé des habitants (art. 25).

Parmi les prescriptions sanitaires que le maire devra nécessairement insérer dans son arrêté, pour satisfaire au paragraphe 2 de l'article 1^{er} de la loi, se trouve celle qui consiste à assurer l'alimentation des immeubles en eau potable.

En effet, il est établi aujourd'hui que l'absence d'eau potable n'est pas seulement une cause d'incommo-

dité pour les habitants, comme l'avait prétendu un arrêt du tribunal de simple police de Paris du 7 février 1885 rapporté plus haut, mais est même un danger redoutable pour la santé. Aussi le règlement modèle consacre-t-il à ce point plusieurs articles importants.

Les maisons en bordure des rues parcourues par une canalisation d'eau devront lui être reliées par un branchement spécial qui desservira les différents étages (art. 26).

Les réservoirs d'eau potable seront faits de matières telles qu'elles ne puissent pas être altérées par les eaux. Ils devront être organisés de façon à ce que les liquides, les poussières ou toutes autres matières n'y puissent pénétrer, et ils devront être soustraits au rayonnement solaire ; néanmoins, l'aération en devra être assurée (art. 27).

Dans les points où n'existera pas encore de canalisation d'eau, les puits peuvent être utilisés après analyse et avis du bureau d'hygiène. Ils seront tenus en état constant de propreté, et il pourra, s'il y a lieu, être procédé à leur nettoyage et à leur désinfection (art. 28 et 29).

Une autre prescription sanitaire qui devra aussi faire obligatoirement partie du règlement édicté par le maire, est celle qui est relative à l'évacuation des matières usées, ce que les Anglais appellent « nuisances ».

Toute construction dans une rue pourvue d'égouts devra être disposée de manière à conduire audit égout les eaux pluviales, ménagères ou industrielles ; les pentes doivent être réglées de façon à diriger les eaux pluviales sur les canalisations conduisant à l'égout (art. 33 et 34 du règlement de Lyon).

On concevrait encore l'emploi d'un autre procédé pour se débarrasser des eaux et matières usées, et qui consisterait à les accumuler dans des fosses qui seraient vidées à des intervalles plus ou moins éloignés. Mais le règlement de Lyon le repousse.

Les puits et puisards absorbants sont généralement interdits. Dans les cas particuliers et de force majeure, il sera accordé s'il y a lieu, et après examen de l'autorité sanitaire, une autorisation spéciale (art. 48).

Le règlement comprend encore diverses prescriptions visant l'entretien, le nettoyage des habitations et de leurs dépendances.

Voilà donc autant de restrictions apportées au droit du particulier d'arranger son intérieur à sa guise.

« Les règlements édictés par les municipalités ont
« pour but de créer un état sanitaire idéal, dont mal-
« heureusement la réalisation pourra être fort lon-
« gue. Dans la pratique, en effet, on est obligé de se
« montrer tolérant, un seul exemple le montrera :
« Le nombre des maisons existant à Paris est d'en-
« viron 80.000. Sur ce nombre, il y en a, d'après une

« des dernières publications de la préfecture de la
« Seine (*Livre foncier de Paris*, 2^e partie, 1902, p. 66)
« environ 32.000 reconnues insalubres. » (Amat, *Pou-
voirs et rôle des maires au point de vue de la protec-
tion de la santé publique*.)

Une distinction s'impose donc, tout d'abord, entre les immeubles existants et les immeubles à construire ; car il est plus facile d'obliger un propriétaire à bâtir sa maison suivant les règles prescrites au règlement sanitaire, que de le forcer à la bouleverser de fond en comble pour y introduire les modifications nécessaires.

1^o *Des maisons non encore construites.*
Permis de construire.

Afin d'assurer l'observation des prescriptions qu'il a prises dans son règlement sanitaire municipal, la loi a donné au maire des pouvoirs considérables en ce qui concerne les maisons à construire.

« Dans les agglomérations de 20.000 habitants et au-dessus, dit l'article 11 de la loi du 13 février 1902, aucune habitation ne peut être construite sans un permis du maire constatant que dans le projet qui lui a été soumis, les conditions de salubrité prescrites par le règlement sanitaire prévu à l'article 1^{er} sont observées. »

Dans les petites localités, cette autorisation n'est pas exigée, la Chambre ayant jugé que tout d'abord, dans les campagnes ou les petites villes, le pouvoir du maire aurait pu, plus que partout ailleurs, dégénérer en tyrannie ; qu'ensuite l'air est plus sain à la campagne, les épidémies moins fréquentes, et que par conséquent les précautions sont moins indispensables que dans les villes. Toutefois, il serait à désirer que le chiffre de 20.000 habitants soit abaissé, car il est beaucoup de petits centres industriels où les ouvriers sont logés au mépris des règles les plus élémentaires de l'hygiène. (Bourguignon. *L'hygiène des habitations.*)

L'exigence de l'article 11 n'est pas une véritable innovation ; cette disposition ne fait que rappeler deux textes antérieurs. Un arrêt du Conseil du 27 février 1865 faisait défense « de reconstruire ou réparer « aucuns édifices sans en avoir obtenu les alignements « ou permissions des trésoriers de France, commis- « saires de Sa Majesté, à peine de démolition desdits « ouvrages, confiscation des matériaux, et de 300 livres « d'amende. »

D'autre part, un texte plus récent, le décret-loi du 26 mars 1852, applicable seulement à la ville de Paris, ordonnait aux constructeurs d'adresser à l'administration un plan des constructions projetées, et d'observer les prescriptions qui pourraient être faites dans l'intérêt de la santé publique.

Et même, le nouveau texte, évidemment beaucoup plus étendu en un sens, puisqu'il est applicable non plus seulement à la ville de Paris, mais à toutes les communes de France, paraît avoir une portée plus restreinte, puisqu'il parle seulement d'« habitation », alors que le décret de 1852 s'appliquait à toute construction quelle qu'elle fût.

L'administration ayant en mains les plans et devis fournis par l'architecte et le propriétaire, examine si l'immeuble projeté remplit les conditions de salubrité prescrites, et s'il ne se trouve pas de circonstances particulières nécessitant une modification.

Suivant les cas, le maire donne son autorisation pure et simple, ou la subordonne à l'accomplissement de certaines modifications. Au cas où le permis de construire serait refusé, le constructeur qui croirait que le refus du maire n'est pas justifié, peut s'adresser au préfet, qui donnera l'autorisation s'il y a lieu. Si au bout de vingt jours à partir de l'introduction de sa demande le propriétaire n'a pas reçu de réponse définitive, il peut se considérer comme autorisé à commencer les travaux.

Dans le cas où un particulier a construit une maison sans l'autorisation du maire ou du préfet, la sanction consiste, aux termes de l'article 11 § 4 et l'article 27 § 2 de la loi du 15 février 1902, en une amende de 16 à 500 francs.

Si l'autorisation a été obtenue, mais que les prescrip-

tions nécessaires à la salubrité de l'immeuble n'aient pas été observées dans la construction, c'est l'article 12 qui s'applique, et les règles qu'il contient sont les mêmes que celles qui régissent les immeubles existants dont nous allons maintenant parler.

2° Des maisons déjà existantes.

Lorsqu'un immeuble bâti ou non, attenant ou non à la voie publique, est dangereux pour la santé des occupants ou des voisins, le maire, ou à son défaut le préfet, invite la commission sanitaire à donner son avis : 1° sur l'utilité et la nature des travaux à effectuer ; 2° sur l'interdiction d'habitation de tout ou partie de l'immeuble, jusqu'à ce que les causes d'insalubrité aient disparu.

Ainsi, lorsque le maire est averti de l'existence d'un immeuble présentant des causes d'insalubrité, il doit procéder à une enquête. Il visite l'immeuble ou le fait visiter, et lorsqu'il possède les renseignements suffisants, il dresse un rapport concluant soit à des travaux d'assainissement, soit à l'interdiction totale ou partielle d'habiter.

Le rapport est mis à la disposition des intéressés, propriétaires, usufruitiers, usagers, qui doivent être à même de formuler leurs réclamations verbalement ou par écrit lors de l'examen du rapport par la Commission sanitaire. La Commission rend son avis : si elle

prescrit des travaux à effectuer, elle devra prendre comme base les prescriptions du règlement sanitaire, et fixer un délai dans lequel ces travaux devront être effectués. Le maire prend alors un arrêté portant interdiction d'habiter (dans ce cas, il y aura lieu d'obtenir l'autorisation préfectorale), ou ordonnant certains travaux d'assainissement.

Qu'advient-il si l'intéressé passe outre, c'est-à-dire se refuse à déménager ou à effectuer les modifications nécessaires dans son immeuble ? Les règles sont différentes quant à la juridiction compétente et à la sanction elle-même suivant les cas prévus par l'article 14.

S'il s'agit d'un arrêté prescrivant un travail d'assainissement, le premier alinéa dispose que les intéressés, après procès-verbal constatant l'inexécution, sont traduits devant le tribunal de simple police. Ce tribunal autorise alors le maire à faire exécuter d'office les travaux, à leurs frais, sans préjudice de l'application de l'article 471 § 15 du Code pénal qui punit d'une amende ceux qui auront contrevenu aux règlements légalement faits.

S'agit-il, au contraire, d'un arrêté portant interdiction d'habitation, les contrevenants seront traduits devant le tribunal correctionnel qui permet au maire de les faire expulser à leurs frais et les rend passibles d'une amende de 16 à 500 francs.

« Lorsque à la suite de l'examen par la Commission

« sanitaire, un immeuble n'aura pas été jugé suscep-
« tible d'assainissement, et que le maire aura pris son
« arrêté portant interdiction d'habiter, le propriétaire
« dépossédé aura-t-il droit à une indemnité ? Il est
« possible d'imaginer des hypothèses où la situation
« du propriétaire soit très digne d'intérêt. On peut
« supposer qu'il habite sa maison, et que celle-ci
« constitue ou à peu près toute sa fortune. Expulsé
« de chez lui par mesure sanitaire, et sans dédom-
« magement, il pourra se trouver dans une situa-
« tion difficile. M. Camille Cousset demandait plai-
« samment qu'en le chassant de son domicile on lui
« accordât au moins une indemnité qui lui permit
« d'aller coucher à l'auberge voisine. » (Sergent, *De
l'étendue des pouvoirs de police municipale en ma-
tière de santé publique.*)

Néanmoins, le parlement a consacré la faculté pour l'administration d'interdire l'habitation de tout ou partie d'un immeuble jusqu'à ce que la cause d'insalubrité ait disparu, par conséquent même d'une façon définitive, sans qu'il en résulte pour le propriétaire un droit à indemnité. Il a seulement décidé pour ne pas aggraver encore les charges de la propriété que lorsque, par suite de l'exécution de la loi, il y aura lieu à résiliation des baux, cette faveur n'emportera en faveur des locataires aucuns dommages-intérêts (art. 17).

II. — Prophylaxie des maladies transmissibles.

Obliger un propriétaire à soumettre à l'administration les plans de ses constructions projetées, et à désertersa maison sans aucune indemnité lorsqu'elle est jugée insalubre, c'est apporter déjà des entraves considérables à la liberté du domicile, mais la loi de 1902 ne s'en tient pas là.

En effet, l'article 1^{er} § 1^{er} de la loi, et le chapitre II du règlement modèle urbain, déterminent les précautions à prendre pour prévenir ou faire cesser les maladies transmissibles, et règlent les conditions de l'isolement et du transport des malades, la vaccination, et enfin la désinfection et les conditions dans lesquelles elle s'effectuera. Les deux premières mesures sont de véritables restrictions apportées à la liberté individuelle, mais la désinfection obligeant les particuliers à faire effectuer certains travaux dans leurs maisons, doit être envisagée comme une mesure restrictive de la liberté du domicile.

Cette nouvelle entrave à la liberté peut-elle se justifier par quelque bonne raison ? La société est-elle intéressée à ce que les désinfections soient obligatoires à la suite des maladies transmissibles ? C'est ce que la science moderne a établi d'une façon indiscutable, il n'y a donc pas d'hésitation possible.

En effet, Pasteur et les microbiologistes ont mis

en lumière cette vérité que la désinfection, c'est-à-dire la destruction, par la vapeur ou par certaines substances chimiques, des germes morbides, est le meilleur moyen de protéger les personnes non encore atteintes de la maladie.

Aussi le législateur a-t-il cru nécessaire d'insister, et après avoir parlé de la désinfection dans l'article 1^{er} de la loi, il y revient dans l'article 7, de peur que les municipalités ne se croient dispensées de l'application de la loi, faute d'un texte précis.

M. le Dr Cornil rappelle dans son rapport (p. 40 et suivantes) qu'avant la loi de 1902, il existait déjà des services de désinfection dans plusieurs communes, notamment à Paris pour les écoles, les asiles de nuit, etc. De plus, les particuliers avaient la faculté de faire procéder à la désinfection de leur domicile, gratuitement ou suivant un tarif gradué selon la valeur des loyers.

Mais la loi du 15 février 1902 a, pour la première fois, rendu la désinfection obligatoire du moins pour les cas prévus à la première partie de l'article 1^{er} du décret du 10 février 1903. Lorsqu'on se trouve en présence de maladies pour lesquelles la déclaration est facultative, la désinfection n'a lieu qu'après entente avec les intéressés. Dans cette hypothèse, elle peut être demandée par les familles, les chefs de collectivités publiques ou privées, de bureaux d'assistance et, en outre, la suite d'une déclaration du médecin traitant.

Donc, l'article 7 pose d'une part le principe de la désinfection obligatoire, et d'autre part réglemente les procédés d'exécution. La désinfection est obligatoire pour tous les cas de maladie prévus par l'article 5, et dont l'énumération a été renvoyée à un règlement d'administration publique rendu le 10 février 1903.

L'exécution doit en être assurée, dans les communes de 20.000 habitants et au-dessus par les soins d'un service municipal qui sera organisé par un arrêté du maire approuvé par le préfet ; et dans les communes de moins de 20.000 habitants, par les soins d'un service départemental.

Pourquoi cette distinction entre les villes suivant leur population ? C'est qu'avant le vote de la loi, il existait déjà dans beaucoup de grandes villes des services municipaux de désinfection qui n'avaient besoin que d'être perfectionnés. Au contraire c'eût été dans les petites villes une création désastreuse pour les finances publiques, et d'autant moins nécessaire que ces services hygiéniques auraient eu rarement occasion de fonctionner.

A quels objets la désinfection devra-t-elle s'appliquer ? Le règlement modèle prescrit de désinfecter les locaux occupés par le malade, aussitôt après son transport au dehors de son domicile, sa guérison ou son décès suivant les cas.

Les logements que des œuvres charitables ont dés-

tinés à abriter les malheureux doivent être soumis à une réglementation particulièrement rigoureuse ; le matériel et les locaux de ces établissements occupés par les hospitalisés doivent être désinfectés chaque jour.

Le règlement prescrit encore la désinfection des objets à l'usage personnel ou domestique du malade et des personnes qui le soignent, ainsi que celle de tous les objets contaminés et souillés.

Si les particuliers sont obligés de se plier aux exigences de l'hygiène en ce qui concerne la désinfection, ne peuvent-ils pas, du moins, choisir les individus qu'ils chargeront de ce travail, ou l'effectuer eux-mêmes ? M. Cornil a éclairci ce point : « Le médecin, dit-il, devra indiquer à la famille quels sont les « meilleurs moyens de désinfection à employer. Il « en a le droit et le devoir ; et s'il lui semble que « tel procédé jugé efficace par l'approbation des corps « savants, est meilleur que celui qui est employé par « l'administration de la ville où il habite, il conseillera d'employer ce procédé ; et la famille pourra « suivre son conseil, car nous n'avons nullement « l'intention d'empêcher les industries privées de procéder elles-mêmes à la désinfection, pourvu qu'elles l'opèrent par des procédés efficaces. »

Il est bon que les particuliers puissent profiter de cette faculté quand ils le voudront, car ils peuvent juger utile de ne laisser pénétrer dans leur demeure

que des gens qui leur conviennent et puis comme la désinfection est une opération délicate, et que son effet n'est salulaire que si les appareils sont en parfait état et le travail fait avec beaucoup de soins, le maire pourra soumettre à un contrôle le travail effectué par d'autres que le service municipal. Certains réglemens sanitaires, entre autres celui de Lyon, se réservent le droit de faire surveiller les opérations d'une entreprise privée par des agents du bureau d'hygiène, et donnent au maire le pouvoir d'imposer un procédé particulier de désinfection.

Telle est cette loi de 1902 sur laquelle les législateurs et les économistes ont fondé de grandes espérances. Elle peut, en effet, rendre des services considérables si elle est bien appliquée, et que les autorités municipales ne la traitent pas avec dédain et ne s'en fassent pas non plus une arme tyrannique.

L'expérience a prouvé que l'insalubrité des logements, leur incommodité et leur malpropreté sont souvent les causes pour lesquelles dans certains pays la population s'étiole, la moralité baisse et en conséquence la mortalité fait des ravages. Donnez à ces logements un peu plus d'espace, d'air et de lumière, un peu de confortable, les ouvriers se sentant plus à l'aise chez eux songeront à se créer non plus un simple abri, mais un intérieur ; ils prendront l'amour du foyer et avec lui des habitudes de vie régulière ; le niveau moral s'élèvera et en même

temps le niveau sanitaire. De même les mesures prophylactiques peuvent prévenir les épidémies qui parfois causent des ravages. De tels résultats valent bien quelques concessions faites par les particuliers, même en ce qui concerne la liberté du domicile.

Mais il ne faut pas non plus se faire illusion sur les résultats de cette loi sanitaire, trop récente encore pour que son application ait pu apporter une amélioration sensible dans l'hygiène publique. Si nous sommes convaincus que l'intervention de l'autorité pour contraindre le propriétaire à assainir sa maison est absolument nécessaire, nous croyons aussi qu'il est non moins utile d'encourager l'initiative privée qui doit répandre chez les malheureux et les ignorants les principes d'hygiène qu'ils méprisent trop souvent.

CHAPITRE III

DE L'OBLIGATION POUR L'INDIVIDU DE RESPECTER LE REPOS DE SES VOISINS

I.— Des bruits ou tapages injurieux ou nocturnes

Le n° 8 de l'article 479 du Code pénal punit « les auteurs ou complices de bruits injurieux ou nocturnes troublant la tranquillité des habitants ».

La nature du fait suppose assez qu'il se passe en un lieu public ; mais le tapage aurait eu lieu dans l'intérieur d'une maison particulière qu'il n'en serait pas moins punissable s'il avait été entendu au dehors et qu'il eût troublé la tranquillité des habitants, notamment celle des voisins.

La contravention de tapage nocturne existe par cela seul qu'il est constaté que durant la nuit un prévenu s'est livré dans l'intérieur de son domicile à un tapage qui a troublé ses voisins ; et il importe peu qu'une seule personne ait déclaré avoir été troublée et ait seule porté plainte ; la loi a eu pour objet de

protéger la tranquillité de chaque habitant en particulier comme celle de tous les habitants en général.

Mais il ne faut pas interpréter cette décision en ce sens que tout bruit quel qu'il soit, en quelque circonstance qu'il se produise, par ce fait seul qu'il a troublé la tranquillité d'une personne, tombe sous l'application de l'article 479 n° 8. Ce serait apporter une entrave inutile aux relations habituelles de la vie.

La loi n'a pas défini les mots bruits et tapages ; il n'en faudrait pas conclure que les tribunaux ont un pouvoir discrétionnaire pour décider quand la contravention existe. Il reste aux mots leur sens ordinaire tel qu'il est fixé par l'usage. On ne saurait arbitrairement ériger en délits des actes qui répugneraient à cette qualification. Les tribunaux doivent donc préciser la nature, l'espèce des bruits dont le prévenu est déclaré coupable. Autrement la Cour de cassation se trouverait dans l'impossibilité de vérifier si ces bruits rentrent dans la classe de ceux que la loi a entendu punir.

Ainsi, le fait de donner une soirée de danse et de musique dans les conditions normales, ne saurait constituer une contravention, et on ne pourrait baser une condamnation sur cette circonstance que le son du piano ou des voix a troublé la tranquillité du locataire de l'étage supérieur.

Conformément à cette doctrine, il a été jugé que

faire de la musique chez soi, à 11 heures du soir, les fenêtres ouvertes, même lorsque c'est avec des instruments à vent, n'est pas nécessairement un tapage nocturne : que par suite, en l'absence de constatation au procès-verbal que le bruit eût rien de discordant ou qu'il troublât le repos des voisins, le juge de police a pu refuser d'y voir le tapage que la loi a entendu réprimer (Cass., 21 juillet 1870, D., 72. 5. 431).

De même, le chant qui n'est point par lui-même un de ces bruits ou tapages punis par l'article 479 n° 8 du Code pénal devient passible des peines portées par cet article lorsqu'il s'y joint certaines circonstances qui en changent le caractère de manière à le rendre une cause de trouble pour la tranquillité des habitants ; ainsi il y a lieu à l'application de cette disposition quand il est établi par un procès-verbal non combattu par la preuve contraire, que les prévenus chantaient à tue-tête, qu'on entendait les chants à plus de 500 mètres et que la tranquillité des habitants en a été troublée (Cass., 28 nov. 1884, D., 85. 1. 212).

Les bruits ou tapages, pour être punissables, doivent être injurieux ou nocturnes. Le mot injurieux doit être pris dans un sens large. Il n'est pas limité aux injures par paroles, aux grossièretés et invectives proférées contre quelqu'un ou échangées entre deux personnes, mais s'applique aussi aux démonstrations bruyantes, outrageantes pour celui auquel elles s'adressent, comme par exemple les charivaris ;

tel est du moins le dernier état de la jurisprudence.

Un bruit non injurieux causé de jour ne constituerait point la contravention. Il ne suffirait pas que ce bruit pût sous certains rapports troubler la tranquillité publique. La nuit, au contraire, les bruits ou tapages, abstraction faite de toute idée injurieuse, tombent sous le coup de la loi lorsqu'ils troublent la tranquillité.

Le législateur a fait une distinction très logique entre le jour et la nuit, en exigeant que l'on se montrât plus respectueux de la tranquillité des habitants à partir d'une certaine heure. En effet, la nuit, les citoyens ont le droit d'exiger que leur repos ne soit pas troublé par des bruits qui, vu le silence à peu près absolu qui règne à l'entour, se font entendre très distinctement et très loin, alors que le jour ils passeraient presque inaperçus au milieu du brouhaha général et du mouvement des affaires. D'autre part, la nuit, les gens sont plus disposés à s'alarmer d'un bruit dont ils ne peuvent comprendre l'origine ni la nature par suite de l'obscurité, alors qu'au grand jour il s'expliquerait le plus naturellement du monde.

Que les bruits ou tapages soient injurieux ou qu'ils aient lieu pendant la nuit, une seconde condition est également nécessaire pour que le fait constitue la contravention dont nous nous occupons : c'est que la tranquillité des habitants ait été troublée. Cette condition est même la principale ; c'est en considération de ce

trouble public que l'acte est incriminé par la loi.

Il semblerait donc que l'existence de cette circonstance décisive doive être constatée par le jugement de condamnation. Telle est, en effet, l'opinion de plusieurs auteurs : le trouble apporté à la tranquillité publique est la condition de la loi, disent-ils ; d'où il suit que cette circonstance doit être mentionnée en termes formels dans le jugement.

C'est aussi ce qui avait été jugé par un arrêt de la Cour de cassation du 2 août 1828 qui décidait que lorsqu'un procès-verbal constate qu'un individu s'est rendu coupable de tapage nocturne sans qu'il soit fait mention qu'il ait troublé la tranquillité des habitants, et que d'ailleurs ceux-ci n'ont porté aucune plainte, il y a lieu de le renvoyer de la poursuite.

Mais depuis, il a été jugé par plusieurs arrêts que le trouble était une conséquence nécessaire des bruits ou tapages ; qu'ainsi il n'est pas indispensable que cet effet que l'acte avait dû produire soit distinctement prouvé : « Attendu que les bruits ou tapages injurieux ou nocturnes dont parle l'article 479 n° 8 du Code pénal ne peuvent pas exister sans que la tranquillité des habitants du lieu qui en est le théâtre soit troublée dans le sens de cet article (Cass., 2 avril 1860). Il suffit dès lors que le ministère public prouve que ces bruits ont eu lieu pour que le tribunal saisi de la prévention ne puisse se dispenser d'en punir les auteurs.

C'est aussi dans ce sens que se sont prononcés MM. Chauveau et Hélie (t. VIII, p. 408) et M. Morin (*Répertoire criminel*, v° *Bruits et tapages*, n° 2, 2^e alinéa) : « Cette interprétation de la loi, dit ce dernier « auteur, doit paraître la plus rationnelle si l'on considère que la loi punit comme simple contravention « de police un fait volontaire et personnel, naturellement injurieux envers les personnes qui en sont « l'objet ou naturellement inquiétant quand il a lieu « la nuit, un fait en un mot qui a par lui-même quelque gravité. »

En faveur de cette opinion on pourrait invoquer encore le fait que l'article 480 rappelant l'infraction pour autoriser l'emprisonnement, néglige de caractériser la circonstance que le fait aura troublé la tranquillité des habitants.

Cependant, nous préférons nous ranger à l'avis de la jurisprudence la plus récente qui voit dans l'article 479 une présomption générale rendant inutile toute preuve particulière. Par le fait même que le procès-verbal dressé par l'officier de police aura constaté qu'un individu s'est rendu coupable de bruits ou tapages injurieux ou nocturnes, il y aura présomption légale que la tranquillité publique a été troublée. Mais la preuve contraire sera toujours admissible, en sorte que l'inculpé pourra être absous s'il est en état de démontrer qu'aucun trouble n'a été causé à personne.

Quand la poursuite ne s'appuie sur aucun procès-verbal, il appartient au juge de police de décider en fait s'il y a eu trouble. La déclaration qu'il prononce à cet égard est souveraine. La Cour de cassation a appliqué ce principe ; elle a décidé que lorsque la poursuite est fondée sur des déclarations de témoins, l'acquittal prononcé à raison de ce que le bruit incriminé n'aurait pas troublé la tranquillité des habitants, échappe comme se justifiant par une appréciation souveraine des dépositions produites à la censure de la Cour de cassation (Cass., 3 juin 1864, D., 65. 1. 312).

Les bruits ou tapages sont punissables de quelque façon qu'ils aient été causés : provocations adressées à des chiens pour les faire hurler, pétards tirés dans un jardin privé (Cass., 8 février 1889, D., 90. 1. 48), cris poussés la nuit par un individu qui veut aller se disputer avec d'autres et qu'on retient, la provocation réciproque n'excluant pas d'ailleurs les caractères constitutifs de la contravention (Cass., 15 déc. 1864, D., 65. 1. 502), etc. Tous ces tapages sont réprimés par l'article 479 n° 8, à condition qu'ils proviennent d'un fait volontaire et personnel.

On pourrait croire que le tapage nocturne cesse d'être une contravention, quand il est la conséquence de l'exercice d'un droit légitime ; et spécialement, que toute personne pouvant donner un bal dans son domicile, les bruits qui en résultent ne tombent pas

sous le coup de l'article 479 n° 8 du Code pénal. En effet, c'est l'opinion qui a été adoptée par un arrêt de la Cour de cassation du 28 avril 1859 (D., 59. 5. 367).

Mais elle nous paraît en opposition avec le texte qui ne fait aucune distinction. Une limite existe, même pour l'exercice du droit de se réunir et de s'amuser en famille ; et si le mode de réjouissance employé a pour effet de produire un bruit assez intense pour que l'incommodité soit considérée comme existant même pour le public, ainsi que cela a lieu dans le cas où celui qui donne un bal fait danser au son d'instruments de cuivre, alors la contravention paraît certaine.

Ainsi, il a été jugé que l'individu poursuivi pour s'être livré, la nuit, dans son domicile, avec d'autres personnes à des divertissements bruyants qui dégénéraient en tapages entendus du dehors et troublant la tranquillité des habitants, ne peut être acquitté sous prétexte que chacun est libre de se conduire dans sa demeure comme bon lui semble (Cass., 1^{er} mai 1863, D., 63. 5. 367).

Tel est aussi l'avis de M. Blanche : « La question, « dit cet auteur (t. VII, n° 476, p. 590) doit se résoudre « par les circonstances particulières du bruit qui s'est « fait à l'intérieur du domicile. S'il n'a rien d'étrange « et d'insolite, il ne constituera pas la contravention ; « il la constituera, au contraire, s'il est exagéré et « dégénère en turbulence. »

En ce qui concerne la musique faite par un particulier dans son domicile, qui est souvent l'occasion de plaintes de la part des voisins, la jurisprudence s'est montrée assez difficile jusqu'ici pour la qualifier bruits et tapages. La musique que des sceptiques ont appelée « le plus cher de tous les bruits », a, parmi tous les tapages que l'on peut se permettre chez soi, un certain caractère aristocratique, qui, sans doute, en impose à la magistrature.

A la condition que les accords soient harmonieux et non pas discordants, disent des arrêts dont les auteurs étaient sans doute de fervents mélomanes, on peut jouer du piano ou même de l'orgue jour et nuit sans encourir la contravention. Les voisins ne sont pas désarmés pour cela ; ils sont libres de citer le musicien trop gênant devant les tribunaux civils pour obtenir des dommages-intérêts.

Lorsqu'il s'agit non plus d'art, mais de discussions bruyantes et triviales, de disputes qui ne sont guère de mise dans la bonne société, la Cour se montre moins indulgente. Ainsi elle a jugé que la contravention du tapage injurieux peut résulter d'invectives échangées entre époux dans l'intérieur de leur domicile, quand elles sont entendues au dehors (Cass., 8 août 1856).

On doit, sous certains rapports, s'applaudir de cette jurisprudence ; car elle permet à l'autorité d'intervenir dans des scènes domestiques qui sont un

scandale pour les voisins, et qui pourraient, en l'absence de toute répression, dégénérer en méfaits sérieux.

Toutes les fois qu'il s'agit de bruits ou tapages faits dans l'intérieur d'une maison, il ne faut pas oublier que cette contravention présente une particularité remarquable. D'abord, la loi punit les complices ; c'est une première anomalie, car d'ordinaire la loi ne reconnaît de complicité qu'en matière de crimes et délits (C. pén., art. 59 et 60). De plus, on a émis l'opinion que les complices en matière de tapages sont non seulement ceux qui y participent activement, mais encore ceux qui se bornent à les faciliter par leur présence ou leur fait.

La jurisprudence a consacré cette doctrine qui est celle de plusieurs auteurs, notamment de M. Blanche (t. VII, n° 469). Elle proclame que la complicité prévue et punie par l'article 479, n° 8, ne peut, conformément à l'article 60 du Code pénal, s'affirmer que par un acte de provocation, d'aide ou d'assistance ; seulement elle fait consister l'aide ou l'assistance dans la présence volontaire sur le lieu du tapage. Cette présence fortifie et encourage les auteurs du bruit ; elle constitue, par suite, et en raison de la nature de l'infraction, une aide véritable, une assistance dans la consommation de l'action (Cass., 8 nov. 1865, D., 55. 5. 431 ; 24 déc. 1858, D., 58. 5. 348).

Conformément à cette théorie, il a été jugé que le

propriétaire de l'immeuble où se fait le tapage injurieux ou nocturne (en l'espèce un charivari), doit être poursuivi comme complice, lorsqu'il l'a laissé faire sans s'y opposer, encore qu'il n'y ait pris aucune part (Trib. corr. Bordeaux, 7 janvier 1887, *Le Droit*, 8 mars 1887).

Le propriétaire qui a laissé jouer du cor dans son jardin pendant la nuit a à s'imputer le trouble causé par ce fait aux habitants de la localité, et doit dès lors être déclaré complice de la contravention qui en est résultée (Cass., 24 déc. 1858, D., 58. 5. 349).

Mais il a été décidé avec raison que le seul fait d'avoir été vu un instant parmi les auteurs d'un tapage injurieux ou nocturne, d'être passé fortuitement près d'un groupe de personnes faisant du bruit, et de s'y être arrêté un instant sans en augmenter le désordre, ne constitue pas un acte de complicité (Cass., 26 mai 1882, D., 8.2 1. 438).

Le cabaretier qui a laissé faire du tapage la nuit dans son établissement, alors qu'il a eu le tort de l'ouvrir à une heure indue à des individus déjà ivres et se livrant à une querelle bruyante, doit être considéré et puni comme complice (Cass., 15 juin 1858, D., 58.5.349).

Les auberges, café, brasseries, etc., sont des lieux publics soumis au contrôle de la police, et où tout le monde est admis indistinctement, ; ils ne sauraient donc être confondus avec le domicile particulier de

leurs propriétaires. Toutefois, il est bien des cas, surtout dans les campagnes où la pièce où sont reçus les consommateurs sert en même temps d'habitation de jour ou de nuit à l'aubergiste et à sa famille, et se confond alors avec son domicile privé, bien que l'administration y conserve encore une partie de ses droits.

La contravention de bruits ou de tapages injurieux ou nocturnes est passible, aux termes de l'article 479 n° 8 du Code pénal, d'une amende de 11 à 15 francs, qui constitue la peine principale, et d'un emprisonnement facultatif de cinq jours au plus. Mais, en cas de récidive, le caractère facultatif de l'emprisonnement disparaît, et cette peine doit nécessairement être prononcée, sauf l'admission des circonstances atténuantes.

II. — Des arrêtés municipaux destinés à assurer la tranquillité publique.

L'article 97 § 2 de la loi municipale du 5 avril 1884, reproduisant à peu près complètement l'article 3 § 2, titre 11 de la loi du 24 août 1790, confie aux municipalités « le soin de réprimer les atteintes « à la tranquillité publique, telles que les rixes et « disputes... les bruits et rassemblements nocturnes « qui troublent le repos des habitants, et tous les

« actes de nature à compromettre la tranquillité publique ».

Quelle est l'utilité propre de cette disposition en présence de l'article 479 n° 8 du Code pénal? C'est d'autoriser les maires à prohiber et ériger en délits des bruits ou tapages qui ne sont ni injurieux ni nocturnes. Les arrêtés qu'ils ont le droit de prendre à ce sujet ne concernent pas seulement les faits qui se passent sur la voie publique; ils peuvent fort bien s'appliquer aux habitations privées elles-mêmes.

L'expression « tranquillité publique » est complexe; elle se réfère aux méfaits qui sont de nature à mettre réellement en danger les personnes et les biens, comme à ceux qui ne les exposent qu'à un danger ou à un préjudice très peu sensible. C'est à ces derniers qu'elle s'applique plus particulièrement ici.

En vue de prévenir ces dangers ou préjudices, des mesures de précaution et de prudence peuvent être prises par les maires. Pour comprendre l'opportunité de ces mesures et se pénétrer de l'esprit de la jurisprudence sur ce point, il est bon de remarquer que les bruits ou tapages qui peuvent troubler la tranquillité des habitants, ne sont pas tous de même nature ni de même importance. On peut les diviser de la façon suivante; ils sont: 1° involontaires ou accidentels; 2° volontaires mais nécessaires; 3° volontaires mais utiles; 4° volontaires et sans utilité.

Bruits ou tapages involontaires ou accidentels.

Le bruit ou le tapage n'a le caractère d'une contravention que lorsqu'il provient d'un fait personnel et volontaire. Les aboiements des chiens, les chants du coq, les beuglements des animaux de boucherie déposés dans les dépendances des habitations ont été souvent l'objet de plaintes de la part des habitants troublés dans leur sommeil.

Ces bruits peuvent-ils donner lieu à des poursuites de police contre les propriétaires de ces animaux ? La règle qui paraît devoir être suivie à cet égard, c'est qu'en l'absence de toute prohibition réglementaire, les propriétaires ne peuvent être déclarés en faute. Ils n'ont fait, en possédant les animaux dont leurs voisins se plaignent, qu'user d'un droit auquel l'autorité locale n'a pas apporté de restriction. Si le bruit s'est produit sans excitation de leur part, on ne peut raisonnablement rien leur reprocher (Cass., 15 avril 1859, D., 61. 5. 475).

La contravention de tapage nocturne ne pouvant résulter que d'un fait volontaire, le juge de police refuse avec raison de considérer comme coupable de cette contravention le propriétaire qui fait garder, la nuit, ses marchandises par un chien dont les hurlements troublent la tranquillité des habitants (Cass., 5 avril 1867, D., 67. 1. 288).

Peut-être n'est-il pas suffisant de réserver le cas où le chien aurait été excité par son maître ou par un tiers et devrait-on considérer comme tapage imputable au maître celui résultant du défaut de précautions prises par lui pour soustraire son chien à l'excitation résultant des moindres bruits de la rue. Mais on comprend qu'il est délicat d'intervenir dans un fait qui se passe à l'intérieur du domicile, et qui n'est d'ailleurs que l'exercice du droit qu'on doit reconnaître à chacun de faire garder sa propriété par un chien quand il le juge nécessaire.

De même, il a été jugé que le cri d'un merle qui, avant 4 heures du matin, chante le refrain de la *Marseillaise* de manière à troubler le repos public, ne constitue pas la contravention de tapage nocturne à la charge de son maître, si ce dernier ne l'a pas excité à chanter. Et il importe peu que la cage du merle fût placée sur une chaise, près d'une fenêtre entr'ouverte donnant sur la rue, et que le maître eût la réputation de prendre plaisir à entendre chanter son merle (Trib. police Montélimar, 26 juin 1885, D., 76.3.88).

Du reste, les voisins n'en ont pas moins le droit de poursuivre devant la juridiction civile la cessation et la réparation du préjudice qu'ils éprouvent. Et en tous cas, pour les animaux dont la possession à l'intérieur des villes n'est justifiée par aucune nécessité réelle, on admet généralement que les bruits noctur-

nes par lesquels ils troublent la tranquillité des habitants peuvent motiver les prohibitions que l'autorité municipale croirait devoir édicter pour protéger efficacement le repos des familles.

C'est ainsi que le maire d'une ville ayant fait un règlement pour défendre aux habitants de nourrir dans leurs maisons des porcs, pigeons, lapins, qui peuvent causer de l'infection et troubler le repos public, il a été jugé qu'on devait poursuivre pour infraction à ce règlement et condamner aux peines prononcées non par l'article 479 n° 8 du Code pénal, mais par l'article 471 n° 15 l'habitant convaincu d'avoir conservé dans sa cave des veaux dont les beuglements troublaient le repos public (Cass., 23 nov. 1869).

Si l'on ne peut imputer à un individu des bruits ou tapages dont il n'est pas l'auteur, mais qu'il aurait pu cependant prévenir ou faire cesser par son intervention, tels que ceux produits par des animaux qu'il a en sa possession, à plus forte raison doit-il en être de même pour les tapages sur lesquels sa volonté n'aurait aucune prise, parce qu'ils sont causés par un accident.

Ainsi l'explosion produite par le dégagement du gaz d'une fosse d'aisance dont on opère le curage pendant la nuit, ne peut être assimilée à un tapage nocturne (Cass., 28 juin 1839).

De même l'explosion qui se produit dans le laboratoire d'un savant au cours d'une expérience de

chimie, ne saurait constituer la contravention, si toutes les précautions habituelles ont été prises.

Il en est de même, à plus forte raison, quand le tapage se produit pendant le jour ; dans ce cas, en effet, pour qu'il y ait contravention, il faut que le fait ait un caractère injurieux. Par conséquent il est de toute nécessité qu'il soit imputable à la volonté de son auteur : il ne peut, en effet, rien y avoir d'injurieux dans un accident.

Quant aux arrêtés réglementaires, rien théoriquement ne s'oppose à leur application ici ; mais s'ils n'interviennent pas d'ordinaire, c'est à cause de l'impossibilité matérielle qu'il y a pour le maire à prévoir les circonstances variables à l'infini dans lesquelles peuvent se produire les accidents de toute nature qui occasionnent des bruits.

Bruits ou tapages volontaires mais nécessaires.

Par bruits ou tapages volontaires mais nécessaires, nous entendons ceux qui ne sont que la conséquence de l'accomplissement d'un devoir imposé par la loi ou l'administration. Comme exemple typique, on peut citer le bruit causé par les sonneries de clairon et les batteries de tambour qui se produisent jour et nuit dans l'intérieur des casernes pour les besoins du service.

Il est bien évident qu'ils ne tombent pas sous le

coup de la loi, et que leurs auteurs ne peuvent en aucun cas être répréhensibles. Ce serait un illogisme absolu, une véritable absurdité que d'ériger en délit une action dont la loi fait une obligation stricte.

La Cour de cassation a fait une application de cette idée dans un arrêt du 12 novembre 1885, en décidant qu'il n'y avait pas lieu de poursuivre les inculpés : Attendu que si les bruits ou tapages sont répréhensibles même lorsqu'ils se produisent dans l'intérieur d'un hôtel privé s'ils sont entendus au dehors, c'est seulement à la condition que ces bruits ou tapages ne soient pas l'exercice d'un droit légitime, ou l'accomplissement d'un devoir ou d'un ministère obligatoire ; attendu qu'il résulte des constatations du jugement attaqué que les inculpés ont agi comme clairons et tambours de la compagnie des sapeurs-pompiers de Dunkerque, et que les sonneries de clairons et les batteries de tambours qui leur sont reprochées ont eu lieu dans l'intérieur de l'hôtel des pompiers pour un exercice nécessaire et obligatoire.

Il en est ainsi toutes les fois que les bruits et avertissements sont exigés par les règlements municipaux dans un intérêt d'ordre ou de sécurité publique.

Mais il ne faudrait pas donner au mot « nécessaire » un sens trop large, et admettre que les bruits qui, sous certains rapports, peuvent être considérés comme très utiles, sont toujours autorisés. Par exemple, les exceptions admises en faveur des bruits

professionnels, qui sont étudiés plus loin, ne peuvent s'appliquer qu'aux bruits que cause nécessairement l'exercice de la profession. Ces derniers sont évidemment permis, puisque la profession qui leur donne lieu est elle-même admise.

Mais le fait de tirer d'une corne des sons aigus et perçants, ne saurait être excusé, alors même qu'il s'agirait de signaux ainsi donnés dans des centres industriels pour indiquer les manœuvres à des ouvriers, qu'ils seraient autorisés par un long et constant usage, et qu'ils pourraient être une garantie de sécurité (Cass , 8 janvier 1859, D., 61.5.475).

Il y a lieu de remarquer que dans l'espèce sur laquelle a statué l'arrêt qui précède, le concierge d'une fabrique avait été surpris à 1 heure du matin, au moment où, au mépris des plaintes réitérées et des défenses les plus formelles de l'autorité municipale, il tirait d'une corne des sons de nature à troubler le repos des habitants. Il tombait par suite sous le coup de la loi pénale, car c'est à l'autorité municipale et non aux particuliers qu'il appartient de décider si des signaux sont nécessités par la sécurité publique et doivent être autorisés malgré les inconvénients qui en peuvent résulter pour les habitants.

Bruits et tapages volontaires mais utiles.

La prohibition qui atteint, sans contredit, les bruits produits comme moyens d'avertissement pour l'uti-

lité d'un travail de nuit, atteint-elle ce travail lui-même s'il est bruyant de sa nature? La Cour de cassation a hésité avec raison à admettre une solution affirmative. Ce serait placer ceux qui exercent des professions de ce genre dans une situation très défavorable que de les obliger dans toute saison à cesser leur travail à la chute du jour. Ce sont là des inconvénients qu'il faut savoir supporter; les avantages que procurent au public les professions utiles font bien plus que les racheter. C'est à l'autorité municipale à faire la part des légitimes exigences du repos public et des nécessités de certaines professions.

Il a été jugé que le fait par un chaudronnier d'avoir fait un travail de son état après 11 heures du soir ne doit pas nécessairement être considéré comme un trouble apporté à la tranquillité des habitants, s'il n'existe pas de règlement local fixant une heure pour la cessation des travaux de cette sorte (Cass., 26 mai 1854, D., 54. 5, 736):

Les maires peuvent, dans un intérêt de tranquillité, fixer le temps pendant lequel tous ceux qui exercent des professions bruyantes sont tenus de cesser leurs travaux. C'est ce qui a été décidé pour tous ceux qui exercent des professions à marteau; tels sont notamment les serruriers, forgerons, taillandiers, maréchaux ferrants (Cass., 3 mars 1865, D., 68. 1. 235).

Mais l'arrêté municipal doit dénommer expressé-

ment les professions qu'il réglemente : aussi l'arrêté qui fixe les heures de cessation de travail pour les serruriers, forgerons, taillandiers et généralement tous ceux qui exercent une profession bruyante, n'est-il réputé avoir eu en vue que les industries à marteau ou employant des appareils à percussion retentissante, et ne peut-il dès lors être appliqué, par exemple, à une imprimerie dont les presses sont mises en mouvement par la vapeur.

Une ordonnance de police du 6 novembre 1862 règle, à Paris, ce qui concerne les professions bruyantes, c'est-à-dire celles qui exigent l'emploi de marteaux, machines et appareils susceptibles d'occasionner des percussions et un bruit assez considérable pour retentir hors des ateliers et troubler ainsi la tranquillité des habitants. Leur travail ne peut avoir lieu de 9 heures du soir à 4 heures du matin du 1^{er} avril au 30 septembre, et de 9 heures du soir à 5 heures du matin du 1^{er} octobre au 31 mars.

Mais, si les maires peuvent, par des règlements, empêcher l'incommodité qu'entraînerait le travail de nuit dans les ateliers où s'exercent ces professions, et même prescrire pendant les travaux bruyants la fermeture des portes (Cass., 18 février 1876; D., 77. 1. 46), ils ne peuvent, sans excès de pouvoirs, soumettre l'exercice de ces professions relativement au travail de jour, à des conditions incompatibles avec le principe de la liberté de l'industrie et du domi-

cile, ni réglementer le mode d'édification et de clôture des ateliers où elles s'exercent (Cass., 28 février 1867, D., 67. 1. 511). Ils ne peuvent notamment soumettre les ouvriers travaillant avec bruit à ne s'établir que dans des locaux clos de murs en maçonnerie et prenant jour sur la voie publique exclusivement par des ouvertures vitrées et hermétiquement closes (Cass., 29 janv. 1858, D., 58. 1. 294).

Un point sur lequel il importe d'insister, c'est que la jurisprudence ne reconnaît le droit de l'autorité municipale de réglementer l'exercice des professions bruyantes qu'en ce qui concerne le travail de nuit. Le bruit causé par le travail de jour ne peut être considéré que comme une incommodité pouvant dans certains cas faire ranger un établissement industriel dans la classe des établissements et ateliers incommodes; et les restrictions à apporter dans ce cas à l'exercice des professions ne peuvent être arrêtées que par l'autorité administrative supérieure.

Il a été jugé en ce sens que les maires ne peuvent notamment soumettre les ouvriers travaillant avec bruit à ne s'établir dans une boutique ou un atelier qu'après en avoir obtenu l'autorisation sur l'avis des voisins (Cass., 9 janvier 1857, D., 57. 5. 202). Certains auteurs trouvent que cet arrêt trace des limites trop rigoureuses au pouvoir des maires; ils voudraient qu'on leur donnât plus de latitude. Il ne faut pas, disent-ils, que l'industrie d'un seul soit une tyrannie

pour tout un quartier ou même pour quelques voisins.

Ce reproche ne nous paraît pas fondé ; ce serait revenir au système ancien établi par plusieurs coutumes, notamment celle de Metz, article 17, titre XIII, système encore apparent de nos jours, surtout dans quelques vieilles villes de province, qui consistait à assigner un quartier distinct à chaque profession. Ce système reposait sur le fait indéniable que, chacun étant habitué aux bruits et à tous les inconvénients de sa profession, souffrira peu de la voir exercer à ses côtés. Au contraire, des gens absolument étrangers à ce genre de travail, pourraient dans certains cas en être incommodés.

Cet ordre de choses serait plein d'inconvénients aujourd'hui où la concurrence est si active ; ce qui fait le succès d'un industriel ou d'un commerçant, c'est souvent la situation avantageuse ou défavorable de son magasin et sa proximité du centre.

D'ailleurs, l'action civile en dommages-intérêts subsiste sans aucun doute au profit du voisin qui se prétend troublé dans son repos. Mais la jurisprudence se montre libérale et de plus en plus respectueuse de la liberté du domicile, comme le montre un jugement tout récent du tribunal civil de la Seine (décembre 1907).

Bruits et tapages volontaires et inutiles.

La loi et la jurisprudence peuvent, sans inconvénient être plus sévères, les arrêtés municipaux restreindre beaucoup plus la liberté des citoyens dans leurs demeures en ce qui concerne les tapages inutiles. En effet, s'il est juste que l'on tolère jusqu'à un certain point les bruits professionnels qui, étant la conséquence fatale d'un travail, peuvent être indispensables pour faire vivre ceux qui en sont les auteurs, rien ne saurait justifier une trop grande complaisance envers des gens qui songent seulement à se récréer, et choisissent dans ce but des sports assez violents, des moyens de distraction assez bruyants pour que la tranquillité des voisins soit troublée.

Ainsi, la question s'est élevée de savoir si un maire pouvait défendre de tirer des pétards, pièces d'artifice ou des coups de fusils, non seulement dans les lieux publics, mais encore dans les propriétés privées, comme cela existe à Paris en vertu de l'article 7 de l'ordonnance du 7 juin 1856. La Cour de cassation a décidé que la défense générale, dans un règlement de police, de tirer des pièces d'artifice et des coups de fusils, est censée comprendre le fait par un propriétaire de tirer des coups de fusil dans l'intérieur

de son jardin, alors même que ce ne serait pas dans un but de divertissement, mais pour se débarrasser de pigeons lui appartenant, et qui commettaient des dégâts (Cass., 8 août 1864).

Un arrêt a décidé pourtant que la défense faite par un règlement de police, de tirer des coups de fusil et de pistolet dans l'intérieur d'une ville, n'est pas à elle seule un obstacle à ce qu'on établisse dans une cour ou dans un jardin un tir au pistolet ; il faudrait pour cela un arrêté spécial.

Il n'est pas besoin d'ajouter que si les maires ont le droit d'empêcher le tir des armes à feu même sur les propriétés particulières, on devrait faire fléchir ce principe en cas de nécessité, par exemple en cas de légitime défense.

Un arrêté municipal peut interdire de sonner du cor dans une propriété privée, cette sonnerie constituant un bruit de nature à troubler la tranquillité des habitants. Il en est de même de tout instrument à sons éclatants (Cass., 4 mars 1882).

Lorsque ce bruit est nocturne ou injurieux, il tombe sous l'application de l'article 479 n° 8 du Code pénal, alors même qu'il n'est interdit par aucun règlement local.

La défense faite par un règlement de sonner du cor dans la localité à moins de 100 mètres des habitations est réputée avoir entendu protéger les dépen-

dances de ces habitations ; en sorte qu'il y a contravention dans le fait de sonner du cor chez soi, à moins de 100 mètres d'une propriété close, bien qu'on se trouve à plus de 100 mètres de la maison d'habitation qu'elle renferme (Cass., 30 août 1860).

CHAPITRE IV

DES ACTES ACCOMPLIS A L'INTÉRIEUR DU DOMICILE QUI SONT SUSCEPTIBLES DE TROUBLER L'ORDRE PUBLIC

Comment concevoir qu'une action accomplie dans l'intérieur d'une habitation privée puisse troubler l'ordre public, et donner lieu à l'exercice du pouvoir réglementaire que le maire tient de la loi (loi du 5 avril 1884, art. 97, § 1) ?

C'est que cette action consiste parfois en une parole ou en un cri, en un geste ou en l'exposition d'un objet quelconque, qui sont entendus ou vus du dehors, et qui peuvent provoquer un rassemblement, ou blesser la morale publique et les principes politiques du gouvernement. On peut en citer plusieurs exemples empruntés aux règlements administratifs et aux décisions de la jurisprudence.

Ainsi, les maires peuvent défendre d'annoncer sans autorisation le débit d'une marchandise, et spécialement interdire les interpellations aux passants et les cris d'annonce de marchandises, alors même que ces cris seraient proférés de l'intérieur des bou-

tiques, de pareilles interpellations étant de nature à troubler l'ordre et à porter atteinte aux commodités de la circulation (Cass., 24 juin 1875, D., 76. 1. 334).

Les règlements de police applicables aux filles soumises interdisent à ces personnes de se montrer aux fenêtres de leur chambre, qui doivent être fermées et garnies de rideaux.

D'après la Cour de cassation, une cérémonie religieuse célébrée au haut d'une tour élevée sur une éminence, dans une propriété qui borde la voie publique, doit être considérée comme une manifestation extérieure et publique du culte, et constitue dès lors une infraction à l'arrêté municipal qui interdit les processions et toutes autres manifestations extérieures du culte à l'exception des cérémonies relatives aux inhumations (Cass., 26 mai 1882, D., 82. 1. 382).

Lorsque des actes ou des gestes indécents ont été faits dans l'intérieur d'un appartement de telle façon qu'ils aient été vus du dehors, ou même simplement qu'ils aient pu être vus, la jurisprudence décide que les auteurs de ces gestes ou actes non répréhensibles en eux-mêmes, ont commis le délit d'outrage public à la pudeur puni par l'article 330 du Code pénal (Cass., 7 avril 1859, S., 59. 1. 434).

Mais ce sont les étalages ou devantures des magasins et les objets qu'ils renferment, qui donnent lieu aux arrêts les plus nombreux et les plus intéres-

sants. En ce qui concerne les affiches, notamment, avant la loi du 29 juillet 1881 qui a établi la liberté de l'affichage, la jurisprudence décidait que des affiches placées derrière les vitres de la montre d'une librairie pouvaient être enlevées par la police quand elles étaient de nature à nuire au bon ordre et à la circulation (Rouen, 23 novembre 1877, D., 78. 2. 256). Cette jurisprudence n'a pu se maintenir en présence de la loi du 29 juillet 1881, et aujourd'hui on distingue suivant que les objets et écrits exposés peuvent être assimilés à des affiches, ou ne sont pas susceptibles de cette assimilation, tels que des emblèmes politiques ou religieux, des écrans ou transparents lumineux (Cass., 7 déc. 1889, D., 89. 3. 105). Les tribunaux décident déjà depuis longtemps qu'un éclairage insolite, c'est-à-dire qui dépasse de beaucoup ce qui est nécessaire pour les besoins de la maison, peut troubler l'ordre public (26 nov. 1845, S., 45. 1. 233).

Mais depuis quelques années, les parquets se sont montrés pleins d'un esprit très libéral en cette matière ; ils se sont trouvés souvent en présence de gravures ou de caricatures politiques exposées au-devant des librairies, et de nature à troubler l'ordre public ; presque toujours ils se sont contentés de les faire transporter à l'intérieur, bien qu'elles restassent visibles pour la foule, témoignant par là de leur respect pour le domicile.

CHAPITRE V

DES PRESCRIPTIONS DESTINÉES A ASSURER LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, QUI SONT APPLICABLES AUX HABITATIONS PRIVÉES

Pour veiller à la sécurité publique, pour prévenir les accidents et fléaux calamiteux, fonction dont l'ont chargé les lois du 5 avril 1884 et du 21 juin 1898, le maire doit prendre des mesures dont plusieurs portent atteinte à la liberté de la propriété et du domicile.

Tout d'abord, il peut prescrire la réparation ou la démolition des murs, bâtiments ou édifices quelconques longeant la voie publique, lorsqu'ils menacent ruine, et qu'ils pourraient par leur effondrement compromettre la sécurité (art. 3, loi 21 juin 1898).

Le maire doit dresser un procès-verbal circonstancié des dégradations existantes, le dénoncer au propriétaire avec injonction d'effectuer les travaux dans un délai qu'il détermine selon les circonstances et lui désigner en même temps l'expert qu'il a nommé dans l'intérêt public. Si le propriétaire mis en demeure

refuse d'obtempérer à la décision du maire, il fait choix d'un expert contradictoire.

Si les deux experts ne sont pas d'accord, un tiers expert est nommé par le conseil de préfecture qui prononce sur le dire des parties et des experts. Si le propriétaire n'obtempère pas à l'injonction, il peut être poursuivi pour contravention à l'arrêté préfectoral ou municipal, et condamné par le jugement non seulement à l'amende, mais encore à la démolition sous peine d'y voir procéder à ses frais (art. 4).

En cas d'urgence et de péril imminent, le maire après avoir fait dresser procès-verbal par des gens de l'art, et l'avoir dénoncé au propriétaire, peut ordonner sous sa responsabilité toutes les mesures qu'il jugera nécessaires pour la sécurité publique, et même faire exécuter d'office la démolition (art. 5).

Mesures destinées à prévenir les incendies.

L'un des soins les plus importants de la police a été partout et en tous temps de prévenir autant que possible les incendies causés par la négligence. L'article 471 du Code pénal dispose : « Seront punis d'une amende de 1 à 5 francs inclusivement : 1° ceux qui auront négligé d'entretenir, réparer ou nettoyer les fours, cheminées ou usines où l'on fait usage du feu. »

A Rome, l'isolement des maisons (*insulæ*), prescrit par la loi des Douze Tables, était une excellente précaution contre la propagation des incendies ; de

plus, des magistrats appelés *ædiles incendiorum extinguendorum* étaient chargés de prévenir et au besoin de réprimer les dégâts causés par le feu.

Dans l'ancienne France, où l'étroitesse des rues permettait aux flammes de se propager rapidement d'une maison à l'autre, les incendies se multiplièrent et avec eux les ordonnances. Celle du 26 juillet 1391 établissait une mesure temporaire en édictant « que chacun tienne un muid d'eau à sa porte, et toute la nuit une lanterne ardente ». La coutume d'Orléans, chapitre 10 article 9, avait déterminé avec beaucoup de soins le modèle de construction des fours et cheminées, et la distance des bâtiments voisins.

L'ordonnance de police du 15 novembre 1781 indique les précautions à prendre de la part de tous ceux qui vont la nuit dans les granges, greniers, écuries et autres lieux où il y a des choses combustibles, ou qui travaillent à la lumière. Elle enjoint dans son article 3 « à tous propriétaires ou locataires, de faire exactement ramoner au moins quatre fois l'année les cheminées des appartements et autres lieux, et celles des grandes cuisines tous les mois, le tout à peine de 200 livres d'amende contre ceux qui se trouveront habiter les maisons ou chambres dont les cheminées n'auront pas été ramonées exactement ».

Sous la Révolution, les nouvelles municipalités reçurent par décret du 16 août 1790 le soin de « prévenir par des précautions convenables et de faire ces-

ser par la distribution des secours nécessaires les accidents et les fléaux calamiteux tels que les incendies ». Les lois de 1884 et de 1898 ont confirmé au maire ces pouvoirs ou les ont fait passer au préfet.

Le maire prescrit que le ramonage des fours, fourneaux et cheminées des maisons, des usines, etc., doit être effectué au moins une fois chaque année. Il ordonne la réparation, ou en cas de nécessité, la démolition des fours, fourneaux et cheminées dont l'état de délabrement ferait craindre un incendie ou d'autres accidents (art. 8 loi de 1898).

Le préfet, sur l'avis conforme du conseil général, peut interdire, dans l'étendue du département, l'emploi de certains matériaux pour la construction des bâtiments et celle des toitures, ou prescrire les précautions qui devront être adoptées pour cette construction (art. 9).

Mais le pouvoir réglementaire en vue de prévenir les incendies ne saurait être détourné dans un but de bon goût, d'embellissement de la ville, d'agrément ; ainsi on devrait considérer comme illégal et non obligatoire l'arrêté qui interdirait de couvrir les maisons en tuile rouge (Trib. Courtrai, 14 mai 1880, *Revue gén. d'ad.*, 80. 3. 472).

De même, si le pouvoir de police du maire lui permet pour éviter les incendies de réglementer l'exercice de certaines industries dangereuses à cet égard, du moins doit-il respecter dans son arrêté, d'une part

le principe de la liberté du commerce de l'industrie et du domicile ; d'autre part, la législation spéciale sur les établissements dangereux (Cass., 19 fév. 1876, D., 77. 1. 46).

Pour la même raison, le droit du maire n'irait pas jusqu'à interdire de fumer dans l'intérieur des habitations ; cette réglementation porterait atteinte à la liberté du domicile. Aussi, ne saurions-nous approuver une décision d'après laquelle l'arrêté par lequel un maire défend de fumer dans l'intérieur des maisons, et sur les chemins qui les bordent, est pris dans le cercle de ses attributions (Cass., 5 sept. 1812, S. chr.).

Mais les dépôts de bois et de matières inflammables peuvent être interdits même dans les cours intérieures des habitations privées, car cette mesure a pour objet direct de prévenir les incendies. C'est ce qui était décidé déjà avant la loi du 21 juin 1898 (Cons. d'Ét., 28 janvier 1887, D, 88. 3. 54).

Dans beaucoup de communes, il existe sur ces matières des règlements municipaux ; c'est ainsi qu'à Paris une ordonnance du préfet de police du 24 novembre 1843 indique la manière dont doivent être bâtis, entretenus et ramonés les fours et cheminées, et les précautions à prendre pour entrer et travailler dans les magasins, caves et autres lieux renfermant des dépôts d'essence et de spiritueux ou toutes autres matières inflammables ou fulminantes.

Une disposition qui se rapproche beaucoup par son but de celle qui précède et plus encore par la place qu'elle occupe dans le Code, est celle qui punit d'une amende de 1 à 5 francs « ceux qui auront violé la défense de tirer en certains lieux des pièces d'artifice » (C. pén., art. 471 § 2).

Son principal objet est, en effet, de prévenir les incendies; c'est ce qui explique qu'elle figure souvent à côté de la précédente dans les anciennes ordonnances, et qu'elle soit applicable non seulement à la voie publique, mais encore au domicile des particuliers.

Ce qui la différencie, c'est qu'elle suppose nécessairement l'existence de règlements généraux ou locaux dont elle est une violation. Car le fait de tirer des pièces d'artifice, qui n'est pas punissable en soi, ne le devient que dans les lieux où il est défendu d'en tirer.

Parmi les lieux auxquels s'applique l'interdiction, on peut, sans aucun doute, comprendre les maisons des particuliers. L'ordonnance du 15 novembre 1781, article 15, faisait déjà, après beaucoup d'autres, « très expresses et itératives défenses à tous particuliers, de quelques qualités et conditions qu'ils soient, de tirer aucuns pétards ou fusées, boîtes..., dans les cours ou jardins et par les fenêtres de leurs maisons ».

L'ordonnance du préfet de police, du 30 juin 1842, défend de tirer des armes à feu, pétards, fusées et

pièces d'artifice quelconques, sur la voie publique ou dans l'intérieur des maisons (art. 7).

La jurisprudence décide de son côté que la prohibition faite par un règlement municipal de tirer des pièces d'artifice, fusées ou pétards dans l'intérieur des villes, doit être observée non seulement sur la voie publique, mais aussi dans les enclos et jardins situés dans l'enceinte de la ville (Cass., 12 déc. 1846, D., 47. 4. 30).

Mesures de sécurité d'ordres divers.

L'autorité municipale a le droit de prendre à l'égard des propriétés privées les mesures nécessaires pour prévenir tous les accidents qui pourraient compromettre la sécurité et la vie des personnes circulant sur des terrains non clos qui avoisinent la voie publique, et notamment les accidents que peuvent occasionner des puits restés ouverts à ras de terre, ainsi que ceux qui peuvent résulter de mares et d'excavations situées dans le voisinage des chemins (art. 13, l. 21 juin 1898; Cass., 11 déc. 1876, D., 77. 1. 9).

Mais en ce cas, le maire doit se borner à ordonner d'une manière générale de faire cesser par des précautions convenables la cause de danger qui existe, et il ne lui appartient pas de prescrire, entre plusieurs moyens également efficaces, d'obvier au danger, l'exé-

cution du moyen le plus onéreux ou le plus préjudiciable au propriétaire (arrêt précité).

Il ne peut notamment prescrire de combler une mare lorsqu'il n'est pas seulement allégué qu'une clôture serait insuffisante, ni enjoindre comme moyen exclusivement obligatoire au propriétaire sur le terrain duquel existent des puits à ras de terre de construire autour des orifices de ces puits soit des margelles, soit des grilles (arrêt précité du 24 déc. 1886).

Il ne peut également sans excès de pouvoir déterminer les modes de clôtures qu'il autorise à l'exclusion d'autres modes dont la solidité serait suffisante, et spécialement prescrire que la clôture aura lieu au moyen d'un mur en maçonnerie, ni imposer aux riverains d'une voie publique l'obligation d'établir une grille d'après un modèle et dans des conditions déterminées (Cons. d'Ét., 19 fév. 1868, *Rec. Cons. d'Ét.*, p. 170).

Le maire peut, sans porter atteinte au droit de propriété, prescrire de clore, dans l'intérêt de la sûreté des citoyens, au moyen de grilles et de barrières, et de tenir fermé pendant la nuit le passage qu'un particulier a ouvert sur son terrain, alors surtout qu'un règlement local prescrit la clôture des jardins, cours et espaces vides (Cons. d'Ét., 24 déc. 1886, D., 88. 3. 31).

On doit considérer comme légal et obligatoire l'arrêté par lequel un maire enjoint à un particulier

de fermer ou de supprimer dans un délai fixé des excavations ou entrées de caves quand elles sont en mauvais état et qu'elles ont besoin de réparations (Cass., 27. février 1873, D., 73. 1. 91).

Il en est de même de l'arrêté municipal qui enjoint aux propriétaires de tenir closes, à partir de l'heure qu'il indique, toutes les portes donnant accès sur la voie publique, et qui rend les propriétaires responsables des infractions à cette mesure. La jurisprudence admet cette responsabilité alors même que le propriétaire n'habite pas sur les lieux, surtout quand il n'est que momentanément éloigné, sauf le droit d'obtenir sa mise hors de cause en faisant connaître l'auteur de l'infraction.

Cette mesure est destinée à empêcher les malfaiteurs de pénétrer chez les particuliers soit pour leur nuire, soit pour échapper plus facilement aux investigations de la police. Mais le maire ne pourrait pas sous prétexte de sûreté publique défendre aux habitants de recevoir chez eux qui bon leur semble, à partir d'une certaine heure. Un tel arrêté viole le principe de la liberté du domicile (Cass., 16 mars 1860, D., 61. 5. 38).

Il a été jugé que le maire peut, sans excès de pouvoirs, prescrire au propriétaire d'un tir situé dans un jardin particulier certains travaux ayant pour but de faire cesser un état de choses considéré comme dangereux, et interdire le tir jusqu'à l'achèvement

de ces travaux (Cons. d'Ét., 9 juin 1882, D., 83. 3. 122).

Les maires peuvent prescrire aux propriétaires de ruches d'abeilles toutes les mesures capables d'assurer la sécurité des personnes (loi 21 juin 1897, art. 17; Cons. d'Ét., 13 mars 1885, D., 86. 3. 115). Toutefois, d'après la loi de 1898, ces prescriptions ne s'appliquent pas aux ruches isolées des propriétés voisines ou des chemins publics par un mur ou une palissade en planches jointes à hauteur de clôture.

L'autorité municipale peut interdire aux particuliers de rien exposer aux fenêtres ou aux autres parties des édifices qui puisse nuire par sa chute, ou de rien jeter qui puisse endommager les passants ou causer des exhalaisons nuisibles (art. 97, § 1, loi 1884). L'article 471, n° 6, du Code pénal, prévoit cette hypothèse, et semble n'admettre aucune exception. Cependant, il est établi que le maire peut autoriser l'exposition de certains objets aux fenêtres, tels que des pots de fleurs en imposant des précautions ; par exemple en exigeant la pose de barres de fer scellées au mur ou l'établissement de garnitures en fil de fer maillé, et en prescrivant des précautions pour qu'il ne résulte de l'arrosage des fleurs placées sur les balcons ou appuis des croisées aucun écoulement d'eau sur la voie publique (Ordonnance du 23 octobre 1844, art. 3).

En vue de prévenir les inondations, les maires

peuvent obliger les particuliers à faire sur leurs propriétés des travaux, tels que le creusement ou le curage des fossés destinés à détourner les eaux (loi 1898, article 7 ; ordonnance au conseil d'État du 23 avril 1818).

CHÂPITRE VI

DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMODES

La législation qui régit les établissements dangereux, insalubres ou incommodes, et qui soumet leur création à l'autorisation, leur fonctionnement à la surveillance de l'autorité administrative, porte-t-elle atteinte à la liberté du domicile ? C'est ce que l'on serait tenté de nier, en disant qu'une manufacture, une usine, un atelier n'est pas assimilable à un domicile.

Cependant, c'est un lieu privé dont la propriété appartient à un individu ou à une société qui a le droit d'en interdire l'entrée à qui que ce soit. Si des ouvriers y sont admis, parfois même en très grand nombre, c'est avec l'agrément du maître qui conserve le droit de les congédier quand bon lui semble.

La notion de domicile est beaucoup plus apparente encore dans les ateliers de famille où l'artisan travaille au milieu de tous les siens dans l'unique

logement, parfois dans l'unique pièce qui lui sert à la fois d'atelier et d'habitation. Cet humble artisan lui-même peut se trouver soumis à la loi, car ce n'est pas l'importance d'une industrie, qui dicte à l'administration ses règlements préventifs, mais son caractère nuisible à la société.

« L'ordre qui lie les hommes en société ne les oblige pas seulement à ne nuire en rien par eux-mêmes à qui que ce soit, mais il oblige chacun à « tenir ce qu'il possède en un tel état, que personne « n'en reçoive ni bien ni dommages. » (Domat, *Lois civiles*, titre VIII, section 2.)

Aussi, à ce point de vue, l'exercice de certaines industries qui, par la nature de leurs opérations, sont susceptibles de nuire soit à la propriété, soit à la santé publique, a de tous temps éveillé l'attention des gouvernements qui ont toujours cherché à concilier les intérêts opposés de chacun des membres de la société en apportant de sages restrictions au principe absolu de la liberté.

Le droit romain fournit déjà des preuves de cette préoccupation. Ainsi M. Massé, dans son ouvrage : *Le Droit commercial dans ses rapports avec le droit des gens*, n° 382, donne la citation suivante de Roccus qui décidait que l'on pouvait éloigner les industries insalubres quand elles étaient de nature à incommoder les passants, et que l'on ne pouvait qu'approuver l'affectation spéciale d'une certaine partie

de la ville à l'exercice de ces industries : « Exercen-
« tes artes fœtidas quarum odor infestat nares tran-
« seuntium possunt expelli. — Imo quod sit desti-
« nandus locus incivitate ubi dictæ artes exerceri
« possint, multis auctoritatibus probatur. »

Dans l'ancienne France, on trouve aussi dans diverses coutumes des dispositions relatives aux établissements insalubres. La coutume de Berry de 1539, titre II, article 18, éloignait des villes l'industrie des nourrisseurs, comme contraire à la santé publique. Une disposition remarquable de la coutume de Metz, article 17, titre XIII, exigeait pour l'établissement des forges dans la ville de Metz une enquête *de commodo et incommodo*, et une autorisation préalable. « Nul ne peut, sans permission du
« magistrat, construire forge de maréchal dedans la
« ville, en un lieu où il n'y en a point eu auparavant, les voisins préalablement ouïs sur la com-
« modité ou l'incommodité du lieu où on la veut
« construire. »

Fournel, dans son *Traité du voisinage*, rapporte plusieurs ordonnances de police qui attestent la sollicitude avec laquelle les pouvoirs publics veillaient à la protection de la santé et de la sécurité publique.

Il cite également une sentence du Châtelet du 4 novembre 1486, renouvelée par un arrêt du Parlement du 4 septembre 1493, et rendue à la suite d'une enquête faite auprès des voisins et sur l'avis des

médecins ; il était défendu aux potiers de s'établir dans la ville « attendu que la fumée qui sortait de ces établissements était préjudiciable à la santé du corps humain, et que de ce pouvait survenir plusieurs mauvaises maladies et accidents ».

Il y eut jusqu'à la Révolution un grand nombre d'ordonnances sur ces matières, mais aucune mesure générale. L'Assemblée nationale ne voulut pas prendre la responsabilité d'une réglementation au moment même où elle venait de décréter la liberté du commerce et de l'industrie ; elle donna pleins pouvoirs aux municipalités. L'effet fut désastreux, surtout en un temps où de nouvelles industries inconnues jusqu'alors faisaient leur apparition, car les municipalités manquaient de connaissances scientifiques absolument indispensables vu le but de cette réglementation. Tantôt elles accordèrent tantôt elles refusèrent leur autorisation, et ce furent de tous côtés récriminations et des particuliers qui se plaignaient d'être incommodés ou exposés à des dangers et des industriels qui voyaient leur entreprise ruinée pour des motifs injustes. Une réglementation s'imposait, sous peine de voir disparaître les industries fondées sur les belles découvertes que des savants tels que Berthollet et Lavoisier venaient de faire.

Le gouvernement impérial y pourvut en nommant une commission de membres de l'Institut chargée d'élaborer un rapport qui fut déposé le 26 frimaire

an XIII. Mais les conclusions de ce rapport furent jugées trop vagues pour suffire aux besoins de l'administration, et le ministre de l'Intérieur demanda à l'Institut d'en rédiger un autre, à la suite duquel fut rendu le décret réglementaire du 15 octobre 1810 qui est encore aujourd'hui en cette matière la base de la législation.

**Décret de 1810. Principe de l'autorisation
administrative**

L'article 1^{er} de ce décret pose le principe de l'autorisation administrative, et divise les établissements industriels en trois classes.

Les manufactures et ateliers qui répandent une odeur incommode ou insalubre ne peuvent être formés sans une permission de l'autorité administrative: ces établissements sont divisés en trois classes. — La première classe comprend ceux qui doivent être éloignés des habitations particulières. — La seconde, les manufactures et ateliers dont l'éloignement n'est pas rigoureusement nécessaire, mais dont il importe néanmoins de ne permettre la formation qu'après avoir acquis la certitude que les opérations qu'on y pratique sont exécutées de manière à ne pas incommoder les propriétaires du voisinage ni à leur causer des dommages. — Dans la troisième sont pla-

cés les établissements qui peuvent rester sans inconvénients auprès des habitations mais doivent rester soumis à la surveillance de la police (art. 1^{er}).

Les établissements compris dans la première classe doivent être autorisés par un décret rendu au Conseil d'État ; ceux compris dans la seconde, par arrêté du préfet sur l'avis du sous-préfet ; ceux de la troisième par le sous-préfet sur l'avis du maire (art. 2).

La permission ne devait être accordée pour les établissements de première classe qu'après l'accomplissement de certaines formalités. La demande en autorisation adressée au préfet doit être affichée dans toutes les communes à 5 kilomètres de rayon, et pendant le délai de l'affiche, les préfets et les maires sont admis à présenter leurs moyens d'opposition (art. 3). S'il y a opposition, il doit être statué par le Conseil d'État sur l'avis du Conseil de préfecture ; s'il n'y en a pas, la permission est accordée s'il y a lieu sur l'avis du préfet et le rapport du ministre de l'Intérieur (art. 5).

Pour les établissements de deuxième classe, la demande doit être adressée au sous-préfet qui la transmet au maire en le chargeant de procéder à des informations *de commodo et incommodo*. Le sous-préfet, les informations terminées, prend un arrêté qui est transmis au préfet et sur lequel celui-ci statue sauf recours au Conseil d'État (art. 7). Quant à ceux de troisième classe, les réclamations relatives

à leur formation doivent être jugées par le Conseil de préfecture (art. 8).

Outre le droit d'autoriser les établissements dangereux incommodes ou insalubres, l'État se réserve encore dans le décret le droit de les supprimer (art. 13).

Au décret était annexé un tableau indicatif des établissements compris dans chaque classe, et qui devait servir de règle toutes les fois qu'il s'agissait de prononcer sur les demandes en formation de ces établissements.

Vint ensuite l'ordonnance du 14 janvier 1815 qui confirma et compléta le décret du 15 octobre 1810, notamment en prescrivant un procès-verbal d'information *de commodo et incommodo* pour les établissements de la première classe comme pour ceux de la seconde, et en remaniant le tableau annexé.

Depuis cette époque, une foule d'ordonnances ont modifié la nomenclature établie par celle de 1815, la plus importante à ce point de vue est celle du 3 mai 1886 ; les perfectionnements apportés à diverses branches d'industries, ou la création d'industries nouvelles ont rendu nécessaire un remaniement du tableau, soit pour faire passer d'une classe dans une autre certains établissements déjà classés, soit pour classer ceux qui ne l'étaient pas encore.

Mais aucune modification n'a été apportée au fond de la législation jusqu'au décret du 25 mars 1852 qui a changé la compétence en faisant passer du Conseil

d'État au préfet le droit d'autoriser les établissements de la première classe, et en les soumettant aux formes et conditions prescrites pour ceux de la deuxième classe, simplifiant ainsi la procédure et les longueurs inévitables qu'elle entraînait.

Le décret de 1810 et l'ordonnance de 1815 n'avaient mentionné que les établissements qui répandent une odeur insalubre et incommode ; il était naturel d'y placer les établissements qui présentent des dangers d'explosion ou d'incendie. Cette omission a été réparée par une ordonnance du 9 février 1825, et depuis cette époque les décrets ont adopté la dénomination d' « établissements incommodes, dangereux ou insalubres ».

Sur quels motifs d'administration doit-elle baser la décision qui accorde ou refuse l'autorisation ? Il est évident qu'elle ne peut se décider que par des motifs pris du danger, de l'insalubrité ou de l'incommodité de l'établissement, et non par des motifs pris du dommage que la concurrence ou toute autre cause peut faire naître pour les établissements déjà existants. En décidant autrement, l'administration commettrait un véritable détournement de pouvoirs, car elle n'est chargée de protéger que l'intérêt général.

Cependant, si l'agglomération de plusieurs usines sur un point déterminé, devait devenir une cause d'insalubrité pour le voisinage, les industriels qui demanderaient d'augmenter le nombre des usines,

seraient exposés à un refus. Mais il en est autrement lorsqu'il s'agit non d'une cause d'insalubrité mais simplement d'une cause d'hygiène pour les habitations voisines. En pareil cas la jurisprudence admet que les autorisations doivent être accordées avec facilité dans les localités déjà affectées à l'industrie, à la charge pour l'industriel de se conformer aux conditions qui lui sont prescrites pour que ses opérations ne puissent incommoder ses voisins ni leur causer des dommages (Cons. d'Ét., 30 mai 1884, D., 85. 3. 125).

Conditions apposées à l'autorisation.

La loi a conféré à l'autorité administrative le droit de subordonner son autorisation à toutes les conditions qu'elle jugerait nécessaires pour obvier au danger, à l'insalubrité et à l'incommodité (Cass., 21 août 1874, S., 75. 1. 438).

Ainsi, l'administration peut d'abord n'accorder l'autorisation de créer un établissement insalubre que pour un temps limité, alors surtout qu'il s'agit d'industries nouvelles dont les inconvénients possibles ne sont pas encore bien connus (Cons. d'Ét., 19 février 1875, D., 76. 5. 291), avec la faculté pour elle à l'expiration du délai fixé, d'imposer de nouvelles conditions au maintien de l'établissement, ou d'ordonner la fermeture pure et simple.

Les autorisations ainsi limitées quant à leur durée ont été critiquées par M. Constant (Code des établissements industriels classés, ateliers dangereux, insalubres ou incommodes), comme préjudiciables à la fois aux industriels, aux voisins et à l'administration elle-même. Aux premiers, parce qu'elle les entraînent dans des dépenses qu'ils n'ont pas toujours le temps d'amortir ; aux seconds, parce que la courte durée des autorisations ne permet pas d'exiger des garanties aussi complètes et aussi dispendieuses que si l'établissement était appelé à jouir d'une durée indéfinie ; à la troisième enfin, parce que lors de leur expiration, et lors de la demande de renouvellement, elles lui imposent une option délicate entre les intérêts de l'industriel qui a engagé des capitaux plus ou moins considérables, et les intérêts nouveaux qui ont pu se créer dans le voisinage, d'autant plus aisément que l'établissement en question n'y possédait qu'une existence temporaire et à échéance déterminée.

Les autorisations imposant des conditions dans l'intérêt de la sécurité, de la salubrité et de la commodité des habitants, obéissent toutes à certaines règles qui ne font guère difficulté. C'est ainsi que ces conditions ne peuvent légalement produire leur effet hors du local désigné par l'arrêté d'autorisation. Il est aisé de concevoir, en effet, qu'un établissement qui n'offrirait aucun inconvénient dans un lieu déterminé,

pourrait être dangereux, insalubre ou incommode dans un autre.

De même, ces conditions sont spéciales aux objets désignés par l'arrêté d'autorisation. D'où il suit que les industriels ne peuvent exercer, sans une autorisation nouvelle, une industrie classée autrement que celle désignée dans l'arrêté d'autorisation, ou encore substituer un établissement d'une classe donnée à un autre de la classe inférieure en présentant que qui peut le plus peut le moins (Cass., 1^{er} mai 1880, S., 81. 1. 92 ; D., 80. 1. 440).

D'ailleurs, il faut bien remarquer que ces conditions n'ont, pas plus que l'autorisation, un caractère essentiellement personnel, mais uniquement réel ; c'est l'établissement lui-même et non l'exploitant qui est autorisé à fonctionner purement et simplement ou moyennant certaines conditions.

Il résulte de là que les autorisations d'établissements insalubres étant spécialement accordées en vue des localités où ils doivent se former, et les conditions sous lesquelles leur création est permise ayant le même objet, elles continuent, tant qu'elles ne sont pas révoquées, de subsister au profit de tous successeurs et ayants cause qui se succèdent dans lesdits établissements, à la charge pour eux de se maintenir dans le périmètre déterminé par l'administration et d'observer toutes les conditions qui leur

sont régulièrement imposées (Cass., 27 déc. 1855, S., 56.1.504).

Enfin l'administration ne peut imposer que des conditions dont l'exécution dépend du fabricant, mais elle ne pourrait sans excès de pouvoir restreindre le droit des propriétaires voisins contre leur gré et contre leur intérêt.

Envisagées en elles-mêmes, les conditions matérielles d'exploitation fixées par la jurisprudence varient à l'infini avec chaque situation et chaque industrie. Les causes de danger et d'insalubrité étant susceptibles de varier à l'infini, il est évidemment impossible d'assigner une limite aux conditions que l'administration jugerait utiles pour les prévenir ou les annihiler. Le principe est qu'un établissement dangereux, insalubre ou incommode est susceptible d'être autorisé nonobstant opposition, lorsqu'il peut être imposé à son existence des conditions et des mesures de précaution présentant une garantie suffisante (Cons. d'Et., 7 août 1886, Leb. chr., p. 724). C'est, en effet, la solution qui concilie le mieux les intérêts de l'industrie et ceux de la propriété privée.

Pouvoirs et rôle du maire.

Le pouvoir conféré à l'administration supérieure d'autoriser la formation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, et d'en déterminer

les conditions d'existence, le mode d'exploitation et le régime intérieur, n'est pas exclusif du droit général de police confié à l'autorité municipale.

Une de ses attributions est d'abord de veiller à l'observation des décrets de 1810 et de l'ordonnance de 1815, et à l'accomplissement des conditions introduites par l'administration, qu'il connaîtra facilement car, d'après une circulaire ministérielle du 11 mai 1863, tout acte d'autorisation doit être déposé en copie à la mairie de la commune où l'établissement est situé. C'est, en effet, un devoir pour les maires, de procurer l'exécution des lois, des règlements, et des décisions de l'autorité.

Le maire peut encore assujettir les propriétaires des établissements à observer les mesures qu'il a le droit de prendre en vertu de la loi du 15 avril 1884, c'est-à-dire assurer la sûreté, la salubrité et la commodité de la voie publique et de ses dépendances.

Par suite, il imposera aux industriels l'observation des prescriptions générales des règlements de la commune, et si besoin est, des prescriptions spéciales à leurs établissements (Cass., 1^{er} août 1862, D., 62. 5. 274) pourvu toutefois que ces prescriptions ne rendent pas l'exploitation impossible.

Mais l'autorité municipale ne peut s'immiscer dans les questions qui sont réservées à l'autorité supérieure ; ainsi, elle ne pourrait imposer des conditions d'emplacement ni des conditions d'exercice et

de fonctionnement, ni des prescriptions contraires à celles de l'acte d'autorisation (Cass., 29 janv. 1857, S., 57.2.502).

Dans ces différents cas, c'est-à-dire quand l'autorité municipale peut croire qu'il y a lieu de changer les conditions supplémentaires, elle doit s'adresser à l'autorité supérieure qui seule a le droit de modifier ce qu'elle avait antérieurement prescrit.

Surveillance administrative. Révocation de l'autorisation pour inexécution des conditions. Droit de suppression par décret. Recours des voisins. Sanction.

L'autorité administrative ne doit pas se borner à statuer sur l'autorisation des établissements que leur nature soumet à cette formalité; elle doit veiller à ce que les fabricants se renferment dans les termes de l'autorisation qui leur a été accordée; elle doit s'assurer qu'ils ne s'écartent pas des prescriptions qui ont été édictées dans un but de sécurité et de salubrité.

Mais son droit n'est pas épuisé par là, et elle peut encore prendre ses mesures sinon pour punir, du moins pour mettre un terme à ces infractions ou à ces dangers par la révocation de l'autorisation, par la suppression des établissements dangereux ou par leur suspension.

Le droit de révocation pour cause d'inexécution

des conditions, dérive de cette espèce de contrat qui se forme entre le fabricant demandeur en autorisation, et l'administration qui l'accorde; le contrat est résoluble lorsque l'une des parties n'exécute pas les engagements convenus (art. 1184).

La suppression ne consiste pas dans la démolition des constructions ou des appareils dont l'ensemble forme l'établissement industriel (à moins toutefois que la construction elle-même ne constitue la contravention), mais simplement dans la défense d'employer ces appareils à l'usage auquel ils avaient été destinés.

« La suppression est une mesure rigoureuse, qui
« atteint la fortune des particuliers et l'intérêt de
« l'industrie; elle ne doit donc pas être prononcée
« sans les motifs les plus graves. Aussi l'administra-
« tion doit-elle rechercher avant tout si elle ne peut
« pas satisfaire aux besoins généraux de la société
« par des voies moins sévères. Il semble juste qu'elle
« ne puisse être prononcée que s'il y a de la part
« de l'industriel un parti pris évident et constaté de
« se mettre en contravention avec les règlements et
« de braver l'autorité. Jusque-là, une simple injonc-
« tion, une mise en demeure d'avoir à régulariser
« sa situation, la poursuite devant les tribunaux, la
« suspension enfin, seront souvent des avertisse-
« ments plus que suffisants d'avoir à rentrer dans
« la voie tracée par les règlements. » (Baube, éta-
blissements dangereux et insalubres.)

En dehors du cas d'inobservation des conditions, il peut encore y avoir lieu à rapporter l'autorisation, comme le prévoit l'article 12 du décret du 15 octobre 1810 « en cas de grave inconvénient pour la salubrité publique, la culture ou l'intérêt général ». Ce texte ne réserve aucun droit à une indemnité pour l'industriel, même dans ce cas et cela est conforme aux principes. On ne peut, en effet, confondre cette mesure avec une expropriation pour cause d'utilité publique, et la société ne s'enrichit pas sans cause aux dépens d'autrui.

Il arrive souvent que les voisins se plaignent des désagréments occasionnés par les manufactures ou ateliers établis dans leur quartier, prétendant que les industriels abusent à leurs dépens de la liberté du travail et du domicile. Que leur répondront les tribunaux ?

L'autorisation administrative n'est jamais donnée que « sous réserve du droit des tiers ». Aussi a-t-il toujours été jugé que même ceux qui, lors de l'enquête préfectorale n'ont pas formé d'opposition, pourront avoir droit à des dommages-intérêts si les industriels, même sans commettre aucune faute, excèdent ce que les arrêts appellent les obligations ordinaires du voisinage (Cass., 18 nov. 1884, D., 85. 1. 71 ; Nîmes, 30 avril 1895, D., 95. 2. 336). Le droit d'user de sa propriété est, en effet, limité par l'obligation de laisser à son voisin la faculté de jouir aussi de la

sienne (voy. MM. Baudry-Lacantinerie et Chauveau, *Les Biens*, p. 159).

Mais la jurisprudence a des bases assez incertaines et les tribunaux diffèrent sur la cause qu'ils attribuent à l'indemnité : pour les uns cette cause n'est autre que le fonctionnement de l'établissement ; pour les autres, le fait même de sa création est une faute qui cause un préjudice et donne lieu à réparation (Cass., 8 juillet 1884, S., 85. 1. 487).

Quelle est la sanction de la loi sur les établissements insalubres ? Elle réside dans l'article 471 n° 15 du Code pénal qui punit d'une amende de 1 à 5 francs ceux qui auront contrevenu aux règlements légalement faits par l'autorité administrative et ceux qui ne se sont pas conformés aux arrêtés publics par l'autorité municipale.

Les tribunaux peuvent examiner si l'arrêté dont l'infraction leur est dénoncée est légalement fait, mais ils ne peuvent se rendre juges de l'utilité, de l'opportunité des mesures prises par l'autorité administrative ; la question de la liberté du travail et du domicile ne pourra donc être agitée devant eux.

En somme, malgré les additions et modifications apportées au décret de 1810, beaucoup d'auteurs le considèrent comme ne répondant plus aux nécessités actuelles de l'industrie M. Lockroy déposa le 19 novembre 1889 une proposition de loi destinée à y substituer une législation plus en harmonie avec

les progrès accomplis. Cette proposition, prise en considération le 22 mars 1890 (*J. off.* du 23 ; *Déb. parlem.*, p. 600), fut l'objet d'une première délibération du Sénat le 1^{er} juin 1893 (*J. off.* du 2 ; *Déb. parlem.*, p. 723). Le renouvellement de la législature le fit tomber en péremption, et depuis il n'a pas été repris.

Vu : le Président de la thèse

LE POITTEVIN

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :

le Vice-recteur de l'Académie de Paris

LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- AMAT. — Pouvoirs et rôle des maires au point de vue de la protection de la santé publique.
- AMELINE. — *Revue pratique*, t. XXV.
- ARMINJON. — Étude sur les droits du particulier dans son domicile.
- BATBIE. — Droit public et administratif.
- BAUBE. — Des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.
- BLANCHE. — Contraventions de police.
- BLOCK. — Dictionnaire de l'administration française.
- BOURGUIGNON. — Hygiène des habitations.
- BRIAND. — Rapport sur le projet de loi de séparation de l'Église et de l'État.
- BRON. — Des associations cultuelles.
- CAPITANT. — Des obligations du voisinage, et spécialement de l'obligation qui incombe au propriétaire de ne causer aucun dommage au voisin. «*Revue critique*», 1900.
- CHAUVEAU ET HÉLIE. — Théorie du Code pénal.
- CONSTANT. — Code des établissements industriels classés, ateliers dangereux, insalubres ou incommodes.
- CORNIL. — Rapport sur le projet de loi sur la protection de la santé publique.

DE LAMARZELLE ET TAUDIÈRE. — Commentaire théorique
de la loi du 9 décembre 1905.

Discours, rapports et travaux inédits sur le Concordat.

DOMAT. — Lois civiles.

GARRAUD. — Droit pénal français.

HAURIOU. — Précis de droit administratif.

JACQUET. — De la voie terrestre en droit romain.

« Journal du palais », année 1869.

« Journal officiel », années 1879 et 1905.

LEROY-BEAULIEU. — L'État moderne et ses fonctions.

MASSÉ. — Le Droit commercial dans ses rapports avec le
Droit des gens.

« Moniteur » de 1865.

MORGAN. — Loi municipale du 5 avril 1884.

MORIN. — Répertoire criminel.

MORIN. — « Revue catholique des institutions et du Droit »,
1884.

PLANIOL. — Traité élémentaire de droit civil.

POTHIER. — Introduction générale aux coutumes.

REYNAUD. — L'abus du droit.

RIPERT. — Le droit de propriété dans son rapport avec
les propriétés voisines.

SIMON-AUTEROCHÉ. — La liberté du culte.

STRAUS ET FILLASSIER. — La loi sur la protection de la santé
publique.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION	5
CHAPITRE I. — De la liberté des réunions privées.	10
I. — Des réunions privées en général	10
II. — Règles particulières aux réunions religieuses. Pénalités	14
III. — Des caractères distinctifs de la réunion privée. Pénalités	29
CHAPITRE II. — De l'intervention des pouvoirs publics dans la vie privée des citoyens en matière d'hygiène	36
Pouvoirs donnés à l'autorité municipale par la loi du 15 février 1902	42
I. — Prescriptions destinées à assurer la salubrité des habitations.	44
1° <i>Des maisons non encore construites. Permis de construire</i>	49
2° <i>Des maisons déjà existantes</i>	52
II. — Prophylaxie des maladies transmissibles. Désinfection obligatoire. Résultats probables de la loi	55
CHAPITRE III. — De l'obligation pour l'individu de respecter le repos de ses voisins	61

I. — Des bruits ou tapages injurieux ou nocturnes.	61
II. — Des règlements municipaux destinés à assurer la tranquillité publique	72
CHAPITRE IV. — Des actes accomplis dans l'intérieur du domicile qui sont susceptibles de troubler l'ordre public	87
CHAPITRE V. — Des prescriptions destinées à assurer la sécurité publique qui sont applicables aux habitations privées	90
1° Mesures destinées à prévenir les incendies.	91
2° Mesures de sécurité d'ordres divers	96
CHAPITRE VI. — Des établissements dangereux, insalubres ou incommodes	101
I. — Décret de 1810. Principe de l'autorisation administrative	105
II. — Conditions apposées à l'autorisation.	109
III. — Pouvoirs et rôle du maire	112
IV. — Surveillance de l'administration. Révocation de l'autorisation pour inexécution des conditions. Droit de suppression par décret. Recours des voisins. Sanction	114
BIBLIOGRAPHIE	119

